



## *Séminaire*

*Les petits remue-méninges de  
l'Association des écrivains et  
artistes paysans (AEAP)*

# Séance numéro 1

## Faire du monde un grand jardin

**Une ambition réaliste pour le 21<sup>ème</sup> siècle  
L'apport potentiel des écrivains et artistes paysans**

*Compte-rendu de la Table ronde*

*Présidée par*

*Monsieur Stéphane Raffalli*

*Maire de Ris-Orangis*

Salle Jacques Brel

Ris-Orangis

*Mercredi 6 septembre 2023*

Adresse postale : AEAP 47 rue Polonceau 75018 PARIS

Courriel : [aeap@laposte.net](mailto:aeap@laposte.net)

Site internet : <http://www.ecrivains-paysans.com/>

*Cette Table ronde s'est tenue lors du congrès annuel de l'Association des artistes et écrivains paysans (AÉAP). Animée par Marcel Marloie, elle a été présidée par Monsieur Stéphane Raffalli, maire de Ris-Orangis, et était composée des personnes suivantes :*

*Stéphane Raffalli, Maire de Ris-Orangis. Vice-Président du Grand Paris Sud Seine-Essonnes-Sénart et Conseiller départemental de l'Essonne*

*Christine Aubry, Fondatrice de la Chaire d'Agriculture urbaine d'AgroParisTech*

*Camille Atlani, Directrice de la collection Ferragora aux éditions France agricole*

*Laurence Baudalet Stelmacher, Co-fondatrice de Graines de jardins*

*Jean Bourliaud, Membre de l'association Paysages de l'après pétrole (PAP)*

*Maryse Degardin, Administratrice au Réseau Civam et co-présidente du Pôle InFact*

*Elise Levinson, Sol et civilisations*

*Gilles Maréchal, Directeur d'Agridemain*

*Souad Medani Maire-Adjointe de Ris-Orangis en charge de la Culture et de l'Événementiel*

*Membres de l'AÉAP ayant participé au débat : Jacqueline Bellino, Charles Briand, Claude Chainon, Norbert Doguet, Marcel Marloie, Dominique Martin, Jean-Paul Sozedde.*

# Sommaire

Page

## **Problématique :**

**Une ambition réaliste pour le 21<sup>ème</sup> siècle :**

*Faire du monde un grand jardin*

3

## **Synthèse des propositions**

6

**Question 1 : Comment institutionnaliser l'agriculture urbaine pour dépasser le stade homéopathique actuel ?**

- Reconnaître la valeur d'une catégorie spécifique de sols
- Institutionnaliser les espaces jardiniers collectifs
- Revaloriser la production locale et les circuits courts
- Inscrire l'autoproduction jardinière dans les politiques alimentaires et de santé
- Mettre en place des jeux à sommes positives entre les acteurs de la ville et les agriculteurs
- Agir sur la formation
- Changer d'échelle

**Question 2 : que peuvent apporter les artistes et écrivains, tels ceux d'une association comme la nôtre ?**

6

- Témoigner
- Désigner les problèmes, exprimer les besoins et les souffrances
- Ouvrir des espaces de sensibilité
- Ouvrir des espaces relationnels, créer du lien, contribuer à l'éducation
- Ouvrir des fenêtres sur le futur
- Faire reconnaître la beauté créée par les gens modestes

## **Transcription du débat**

11

# Problématique

## Une ambition réaliste pour le 21<sup>ème</sup> siècle : *Faire du monde un grand jardin*

*Les hommes avaient quitté la terre comme producteurs, la glaise aux pieds. Ils y reviennent comme jardiniers, accompagnés de robots agricoles. La société agraire, dominante en Europe jusqu'au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle sacralisait la terre considérée comme la base de la subsistance, indispensable à la survie. Le reflux vers les campagnes de la période 2020-2060 s'inspire de valeurs toutes différentes... L'espace rural devient un recours, un bain de santé et de nature, un lieu de culture et de jeu, un havre protégé de la surinformation et des agressions. Il s'agit toujours de survie, mais ce n'est plus la nourriture qui manque, c'est la santé et l'équilibre psychique.<sup>1</sup>*

En 1990, une équipe de recherche du CNRS dirigée par Thierry Gaudin publiait l'ouvrage *2100, récit du prochain siècle*, d'où sont extraites les lignes ci-dessus. Le 26 juin 2023<sup>2</sup>, au *XIème printemps de la prospective*, Jean-Éric Aubert, président de la Société française de prospective, expliquait que cette équipe ne s'était pas trompée en prédisant que nous atteindrions en 2020 un point culminant du *désarroi*. Les convictions, les structures institutionnelles et politiques formées au cours des siècles précédents, sont remises en questions par les mutations du monde actuel. Il faudra, estiment ces prévisionnistes, une quarantaine d'années, jusque vers 2060 pour définir et mettre en place les fondements du nouveau monde. Et ils avancent sérieusement l'hypothèse que le monde puisse ensuite devenir *un jardin planétaire*. Mais nous aurons d'ici là à surmonter trois périls mortels : les dangers écologiques majeurs (changements climatiques, érosion de la biodiversité...), le retour de la guerre entre dictatures et démocraties, la désintégration des sociétés.

Il nous faut une boussole pour faire face à ces périls et déboucher sur un monde meilleur. Un bon guide consiste dans cette idée que le monde de l'après 2060 puisse être un grand jardin planétaire. Depuis le mythe du Jardin d'Eden, l'idée de faire du monde un grand jardin n'a pas cessé de faire partie de nos imaginaires. Au début du 19<sup>ème</sup> siècle, Saint-Simon proclame que « La totalité du sol français doit devenir un superbe *parc à l'anglaise* »<sup>3</sup>. Par cette expression *parc à l'anglaise*, il faut entendre un aménagement des territoires résultant d'une coopération entre l'Homme et la nature. Un parc qui comporte des arbres, des espaces verts, des terres dédiés à l'agriculture professionnelle, d'autres à l'agriculture de jardinage. Nous pouvons reprendre cette proposition à notre compte, avec les valeurs des Lumières, de la Déclaration universelle des droits

<sup>1</sup> 2100. Récit du prochain siècle. Sous la direction de Thierry Gaudin. Payot, 1990, 600 p. Cf. notamment pp. 10, 305 et 306.

<sup>2</sup> Cf. 11ème Printemps de la prospective : Anticiper collectivement le XXIème Siècle  
<https://www.societefrancaisedeprospective.fr/printemps-2023/>

<sup>3</sup> Dans son ouvrage *L'Organisateur*, écrit entre novembre 1819 et février 1820. .

de l'Homme de 1948, du développement durable, et le goût de la liberté, du courage et de la responsabilité hérités de nos ancêtres paysans.

Dans l'idée de reconstruire pacifiquement la société sur les bases de la justice et de la coopération, Ebenezer Howard propose à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle le modèle des cités-jardins<sup>4</sup>. C'est une organisation de l'habitat humain pour que les familles puissent bénéficier à la fois des services de la ville et de la nature. Le concept s'est diffusé dans le monde entier avec des réalisations diverses. Il reste une source d'inspiration.

Nous continuerons d'avoir une agriculture professionnelle, ouverte au grand large de l'économie mondiale, produisant à bas prix pour fournir une part importante de l'alimentation de huit à dix milliards d'êtres humains. Elle deviendra espérons-le plus écologique, plus sage. Et nous verrons se développer l'agriculture de jardinage, actuellement oubliée de nos appareils statistiques, bien que pratiquée depuis des millénaires par le petit peuple des campagnes et des villes. Il n'y a ici que peu de choses à inventer. Il suffit de « re-connaître », institutionnaliser et développer des formes existantes de travail des sols qui ont fait la preuve de leur utilité. Nous découvrons alors un continuum de pratiques jardinières à l'échelle planétaire, depuis le jardin créole des Antilles, aux potagers des Andes et aux micros exploitations chinoises, aux multiples formes d'agriculture de montagne, chez nos agriculteurs biologiques, dans les collectifs de jardins d'Europe et de Russie, dans les jardins des monastères et des curés, dans les modestes potagers et jardins accolés à nos habitations.

Partout, la production alimentaire se conjugue à l'art avec des fleurs, des arbustes d'ornement, de l'architecture décorative. Depuis toujours, les femmes et les hommes en ont fait des lieux de production alimentaire contribuant à leur subsistance, et à la survie en périodes de crises. Ce sont aussi très souvent des espaces de repos, de loisirs, de thérapie sur les plans physiques, psychologiques et émotionnels. Ce peuvent être des lieux de science, d'éducation, de créativité. C'est là, peut-être plus que partout ailleurs, que l'être humain le plus modeste peut créer de la beauté, cette beauté qui peut-être sauvera le monde ainsi que Dostoïevski le fait dire à son personnage *L'idiot*. Ce sont enfin des lieux où il peut réfléchir à son identité, au sens de sa vie, et se préparer à la mort comme le Christ au Jardin de Gethsémani.

C'est ainsi que cette agriculture de jardinage est porteuse d'un nouvel art de vivre, déjà annoncé dans le *Candide* de Voltaire en 1759, dans une époque qui présentait quelques similitudes avec la nôtre en ce sens que le risque de sombrer

---

<sup>4</sup> *Tomorrow- A peaceful path to real reform* (« Demain : une voie pacifiste vers la réforme réelle »), Ebenezer Howard, Swann Sonnenschein, 1898, publié ensuite sous le nom *Garden Cities of Tomorrow* (« Les cités-jardins de demain »).

dans le chaos n'était pas exclu. Le séisme qui avait détruit Lisbonne le 1<sup>er</sup> novembre 1755 avait tué entre 50 000 à 100 000 personnes. La Guerre de Sept ans (1756-1763) ravageait une partie de l'Europe. Le servage perdurait en Europe et l'esclavage dans les colonies. En France, le pouvoir absolu du Roi, l'intolérance religieuse, l'inquisition demeuraient. Comme beaucoup le font aujourd'hui, les philosophes, les écrivains, les artistes des Lumières exploraient les voies d'un monde différent. Il fallait à leurs yeux chercher la vérité par le libre exercice de la raison, changer les modes de gouvernement, émanciper le peuple, organiser autrement la vie.

Après avoir parcouru le monde, vu toutes les avanies, Candide rencontre en Turquie un vieil homme et sa famille qui vivent paisiblement sans souci de ce qui se passe à la capitale. *Je n'ai que vingt arpents dit l'homme. Je cultive avec mes enfants ; le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin.* Voltaire conclut son ouvrage par ces mots : *Il faut cultiver notre jardin.* Ils annoncent le développement de l'agriculture familiale et du jardin des citoyens. Ils désignent aussi un travail sur nous-même : *l'Homme se cultive en cultivant la nature.* Ils appellent à une autre manière d'être au monde qui contribue à sa guérison.

Saint-Simon proposait de faire entrer l'art dans l'organisation économique et sociale en associant les poètes et écrivains, les peintres, les sculpteurs, les musiciens à la définition des politiques publiques. Dans notre monde de nouveau menacé de sombrer dans le chaos, quel sera le message des écrivains et artistes paysans pour ce 21<sup>ème</sup> siècle ? C'est à cette question que nous avons tenté d'apporter quelques réponses, en centrant notre Congrès 2023 sur la contribution de l'agriculture urbaine à l'alimentation humaine, à la résilience des sociétés, à la redéfinition des territoires et des paysages ; et aussi en organisant cette table ronde, afin d'identifier les propositions mentionnées ci-dessous.

Marcel Marloie  
Président de l'AEAP

# Synthèse des propositions

## Question 1 : Comment institutionnaliser l'agriculture urbaine pour dépasser le stade homéopathique actuel ?

### Reconnaître la valeur d'une catégorie spécifique de sols

Nous avons des sols reconnus constructibles. Leur prix de marché peut dépasser les six millions d'euros à l'hectare en Région Ile-de-France. Et nous avons les terres agricoles dont les prix varient entre 10 000 et 30 000 euros. Entre les deux, il n'existe pas de statut juridique pour les sols pouvant être transformés en espaces jardiniers. Leur potentiel de contribution à la lutte contre le réchauffement climatique, à la reconquête de la biodiversité, à la résilience alimentaire et à l'habitat humain est ignoré. Les documents d'urbanisme ne protègent pas ces terres en milieu urbain (Laurence Baudelet Stelmacher).

*Il faut tenter culturellement, politiquement, administrativement et juridiquement de faire en sorte que le phénomène d'expansion urbaine soit freiné, stoppé. C'est la voie prise par la récente Loi de climat Résilience avec le « zéro artificialisation nette ». Il faut reconnaître une valeur à ces sols, par une traduction monétaire. Le législateur doit trouver les moyens de financement pour le respect de cette trajectoire écologique, adapter nos outils d'aménagement datant des années 1970 et qui sont devenus anachroniques (Stéphane Raffalli).*

### Institutionnaliser les espaces jardiniers collectifs

Ayant compris que les formes indoor d'agriculture urbaine (très technologiques dans les bâtiments où l'on contrôle totalement le milieu, etc.), sont inviables économiquement, sauf quelques créneaux très spécifiques (Christine Aubry), les pouvoirs publics devront porter leur attention sur les jardins.

Une proposition de loi relative aux jardins associatifs, votée par le Sénat en 2003, il y a vingt ans, reste bloquée dans la navette parlementaire (Laurence Baudelet Stelmacher). Ce désintérêt des élus pour les problèmes du quotidien est en décalage complet avec le défi urbain déjà souligné dans le rapport Brundtland en 1987 et épisodiquement rappelé par les émeutes urbaines telle la dernière en juin de cette année 2023. Actuellement, n'ayant pas de cadre législatif national, la question est prise en charge par les collectivités locales et territoriales. Il faut en fait institutionnaliser l'agriculture urbaine, et en particulier les espaces jardiniers collectifs aux trois niveaux que sont les collectivités locales et territoriales, l'Etat et l'Union européenne.

### Revaloriser la production locale et les circuits courts

Nous avons connu une succession de crises imprévues et n'avons pas forcément idée de celles du futur. Lors de la récente crise provoquée par la COVID 19, nombre de responsables publics se sont posé la même question : *n'aurons-nous pas de rupture de la chaîne*

*alimentaire* ? L'idée de relocaliser, d'avoir une souveraineté alimentaire, et de travailler les circuits ultra-courts, a une résonance extrêmement forte dans nos populations (Stéphane Raffalli). Les collectivités locales, l'Etat doivent donc trouver les moyens de travailler cette question.

## **Inscrire l'autoproduction jardinière dans les politiques alimentaires et de santé**

L'Agence régionale de santé d'Ile-de-France alerte : dans les quartiers populaires, nous avons aujourd'hui une bombe à retardement sur le plan de la santé publique, en termes de maladies liées à la mauvaise alimentation. Il faut arriver à ce que ces personnes puissent consommer plus de fruits et légumes, en particulier par l'autoproduction (Christine Aubry).

Cette autoproduction est importante à tous points de vue. On produit une partie de son alimentation, on apprend, on crée du lien social, etc. Tout cela est bien connu, démontré par de multiples travaux scientifiques.

## **Mettre en place des jeux à sommes positives entre les acteurs de la ville et les agriculteurs**

La mise en place de ces nouvelles politiques ne se fera pas sans les agriculteurs, sans les paysans. *Il faut arrêter qu'il y ait le monde agricole d'un côté et la puissance publique de l'autre et que ça ne se parle pas* (Stéphane Raffalli).

Gilles Maréchal explique que face à l'augmentation des coûts des intrants, les céréaliers eux aussi s'interrogent. Certains sont ouverts à des reconversions. Christine Aubry affirme que souvent, *ils ne demandent que cela* Les esprits changent. Il faut donc trouver les moyens de dialoguer, de réfléchir ensemble.

Par exemple, Gilles Maréchal a emmené des agriculteurs sur les toits de l'Opéra de Paris où des paysagistes se sont lancés dans une forme d'agriculture urbaine. Ils ont pu dialoguer avec d'autres milieux, des artistes, des architectes. Une nouvelle chance à saisir réside dans les agriculteurs *non issus du milieu agricole* (NIMA). Ils ont d'autres formations, quelquefois des expériences dans d'autres secteurs, amènent du sang neuf, des idées nouvelles. Nous verrons peut-être apparaître des solutions que nous n'avions pas imaginées.

De même, bien qu'ils ne soient pas actuellement considérés comme agriculteurs (Jacqueline Bellino), nombre de « Cotisants solidaires » sont également dans l'invention et doivent être insérés dans cette création de jeux à sommes positives.

## **Agir sur la formation**

Il existe des lycées agricoles, des établissements spécialisés telle que l'Ecole du Breuil à Paris, des Centres de formation d'apprentis, les grandes écoles agronomiques. Dans leur ensemble, ces établissements ont un grand retard dans la prise en compte de l'agriculture urbaine, et le personnel de l'éducation nationale a tendance à les ignorer.

Un gros travail est à faire pour identifier les profils des nouveaux agriculteurs urbains et les formations adéquates (Gilles Maréchal), regarder très précisément l'offre de formation,

jusqu'aux grandes écoles, ouvrir des centres de formation adaptés ou réorienter ceux qui existent, leur donner une visibilité (Christine Aubry, Stéphane Raffalli).

## Changer d'échelle

Elise Levinson pose la question du changement d'échelle de cette agriculture urbaine. A quoi celle-ci ressemblerait ? Ce pourrait être un vrai travail de chercher à raconter, donner à voir, pour dire : *c'est vers cela que l'on pourrait aller ensemble.*

Ici, la balle est dans le camp des prospectivistes, des artistes, des écrivains.

## Question 2 : que peut apporter une association d'écrivains et d'artistes ?

### Témoigner

Selon Bruno Latour, *la capacité pour chacun de réfléchir à sa situation, et de pouvoir la traduire au travers d'un écrit*, est une condition nécessaire pour recréer le projet politique dont le monde actuel a besoin (Stéphane Raffalli). Le « paysan-écrivain » qui décrit son expérience et/ou celle de ses proches, qui traduit les situations au travers d'un écrit, apporte une contribution fondamentale.

Une association comme l'AEAP peut aider à trouver les mots justes pour dire le vécu. Généralement, les agriculteurs sont dans l'impossibilité quasi physique de construire un discours sur leur vécu. Ce n'est jamais abordé lors de leurs études. Leur parole reprend le vocabulaire du technicien, du gestionnaire, de l'entrepreneur. Le vécu quotidien, les sentiments, les envies, les frustrations et tous les aspects relatifs aux relations humaines sont absents.

L'AEAP peut se donner comme objectif de semer une graine pour cultiver chez les futurs paysans une capacité artistique qui les aide à sortir du silence sur des aspects aujourd'hui complètement gommés et absents chez celles et ceux qui vivent de la terre. Il y a une toute petite fenêtre par laquelle elle peut agir à son échelle et instiller quelque chose au moins chez quelques jeunes... (Dominique Martin).

Le « paysan-écrivain » et l'écrivain qui écrit sur le monde paysan sont aussi à leur manière des investigateurs qui s'inscrivent dans une autre injonction de Bruno Latour : *faites des enquêtes, des enquêtes, des enquêtes* (Jean Bourliaud). Ces démarches d'enquêtes participent de la constitution d'une figure particulière, celle du paysan-chercheur telle qu'elle est souhaitée par Camille Atlani.

### Désigner les problèmes, exprimer les besoins et les souffrances

Toujours selon Bruno Latour, l'autre condition nécessaire pour recréer le projet politique dont le monde actuel a besoin, est *l'expression de la doléance*, à savoir dire et montrer ce qui pose problème, comme en 1789 dans les Cahiers de doléances. Et l'écrit, l'expression artistique,

sont une des façons de le faire en profondeur, ce qui peut contribuer à *régénérer notre expression démocratique* (Stéphane Raffalli).

## **Ouvrir des espaces de sensibilité**

L'expression artistique aide à nous rééquilibrer. Le processus de modernisation de l'agriculture a fortement sollicité notre cerveau gauche, rationnel, analytique, de l'ordre de la réflexion, de la prise de hauteur. Le cerveau droit de l'intuition, de la création, de l'expérience vécue, de la sensibilité l'a été beaucoup moins. Nous gagnerons à les faire à nouveau fonctionner ensemble. L'art contribue à cette nouvelle conjugaison en ouvrant des espaces de sensibilité, permettant de se reconnecter au sens, aux émotions. (Elise Levinson)

## **Ouvrir des espaces relationnels, créer du lien, contribuer à l'éducation**

L'AEAP génère du lien entre ses membres, notamment dans les congrès annuels où ils se rencontrent, échangent, découvrent ensemble, créent des relations d'amitié, de solidarité. Elle crée aussi du lien avec le public que nous rencontrons lors des visites, des interventions dans les lycées, dans les manifestations, tel que le Salon de l'Agriculture. D'où le nom de notre publication annuelle : *Le Lien* (Jacqueline Bellino).

Ce lien se tisse par l'art, qu'il soit écriture, peinture, sculpture ou musique. S'adressant à un public, cet art crée un lien avec lui, certes imperceptible, mais néanmoins effectif. Et il peut, nous explique Elise Levinson, proposer d'autres relations au vivant non-humain ; des relations où l'on ne considère pas uniquement ce vivant comme un ensemble de ressources appropriables pour satisfaire les besoins humains, mais comme un ensemble de symboles traduisant des émotions humaines.

C'est ainsi que les écrivains et artistes apportent selon Souad Medani une grande contribution au développement de l'agriculture urbaine, en sensibilisant le public, par la mise en lumière de ses enjeux et en suscitant l'engagement. Par exemple à Ris-Orangis, une bande dessinée racontant la vie des occupants des jardins familiaux de la ville est utilisée dans les écoles comme outil d'éducation pour les enfants.

## **Ouvrir des fenêtres sur le futur**

A la différence des scientifiques, des ingénieurs..., l'artiste, l'écrivain a une totale liberté d'expression. Il peut *hybrider* (Camille Atlani), faire fonctionner son imaginaire pour proposer des schémas futuristes sur l'évolution des agricultures (Norbert Doguet). Au même titre que les philosophes, il peut travailler avec des urbanistes, des architectes, des paysagistes, des agronomes pour, par exemple, créer les *Paysages de l'Après Pétrole* (PAP), titre d'une association que Jean Bourliaud nous a présentée. La *démarche paysagère* est un moyen de pouvoir mettre un chapeau commun, *multifonctionnel*, sur tout ce qui concerne une société locale donnée.

L'entrée *paysages*, illustrée par les tableaux des peintres de notre association, peut ouvrir des représentations visuelles de ce que pourrait être le monde de demain, ces paysages auxquels on aspire, les communautés dans lesquelles on a envie de participer et de vivre (Elise Levinson).

## Faire reconnaître la beauté créée par les gens modestes

En visitant ce mercredi 6 septembre le musée des peintres de Barbizon, nous avons apprécié la démarche de ces peintres du paysage du milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, qui ont voulu montrer la beauté du monde paysan concret. En notre début du 21<sup>ème</sup> siècle, nous pourrions montrer comment ce monde paysan, y compris celui des paysans-jardiniers, est créateur de cette beauté.

Faire reconnaître cette fonction peut leur donner de la fierté. Car, qu'il le pense ou pas, qu'il le veuille ou non, le paysan a toujours été producteur de paysage au sens artistique du terme. On ne peut pas lui enlever. Et selon Jean Bourliaud, il faut toujours le rappeler auprès des publics qui ne nous connaissent pas. C'est une dimension spécifique d'une association d'écrivains et d'artistes paysans.

Et c'est un vrai combat politique. Laurence Baudalet Stelmacher raconte que l'élaboration d'un programme intitulé « Main verte » avec la mairie de Paris avait suscité une levée de boucliers des professionnels (paysagistes, professionnels de l'aménagement des territoires, de la conception) disant : *comment ! On va laisser des habitants qui ne sont pas paysagistes produire du paysage à Paris, alors que le monde entier vient à Paris voir le patrimoine parisien ?* Ce que nous envisagions était qualifié de « bidonville vert ». Or, il est apparu avec le temps que nous, simples habitants, avons en fait produit d'autres formes esthétiques du paysage. Il faut en parler par la photo, le roman graphique, la littérature, la peinture. Et il faut revoir la Loi Royer de 1974 qui été la référence des politiques publiques, bien qu'ignorant totalement cette réalité.

Il s'agit ici tout simplement de faire un pas dans la démocratisation de notre société en reconnaissant et en renforçant la capacité du simple citoyen à créer de la résilience, du lien social et de la beauté.

# Transcription du débat

**Marcel Marloie.** Monsieur Stéphane Raffalli, vous êtes Maire de Ris-Orangis depuis le 13 novembre 2012, vous êtes Vice-Président de Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart et Conseiller départemental de l'Essonne. Vous avez appuyé la création de la ferme de Launette, et vous soutenez le développement du collectif de jardins de l'Orme Pomponne, que nous avons visité cet après-midi avec votre adjoint Gilles Melin.

Nous sommes dans une période un peu comparable à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. La moitié de la population travaillait dans l'agriculture du monde rural. A la fin de la Grande dépression des années 1873-1895, la 3<sup>ème</sup> République naissance a créé le ministère de l'Agriculture, et a encouragé le développement des syndicats et des coopératives agricoles. Aujourd'hui où 80% de la population vit en ville, l'agriculture urbaine rencontre un intérêt croissant. En France, quelles sont les étapes à franchir, à long terme et dans les mois qui viennent pour passer du stade homéopathique actuel à quelque chose qui soit grand, important, puissant ?

**Stéphane Raffalli.** D'abord un mot d'accueil, vous êtes ici au 10 Place Jacques Brel dans la commune de Ris-Orangis qui compte 30 000 habitants. C'est un lieu d'apprentissage pour les enfants, apprentissage académique, scolaire, où ils apprennent les arts, la culture. Apprentissage aussi de la citoyenneté. Nous aimons aussi organiser des débats. C'est un lieu très politique. Ainsi, quand nous fut faite cette proposition d'organiser une conférence autour de l'agriculture urbaine, j'ai dit oui immédiatement parce que ça colle totalement aux objectifs de ce lieu d'éducation populaire.

La question posée est compliquée. Nous l'avons sans cesse en tête ici en permanence, avec les élus, les administrations. D'ailleurs je salue la présence ici de Michel Souloumiac, vice-président du Grand Paris sud Seine-Essonne-Sénart, en charge de l'agriculture.

Notre territoire très singulier a longtemps été appelé « La ville nouvelle d'Evry ». C'est un lieu où dans les années 1960, nos aînés ont imaginé pouvoir créer à un rythme effréné - on était à l'époque de la grande modernité - une ville ex nihilo, en peu de temps, avec l'ensemble de ses aménités ... et ces extensions urbaines pour accueillir des populations nouvelles. C'est l'époque où l'on commençait à connaître des phénomènes de métropolisation à l'échelle mondiale. Paris n'était pas épargné. L'Etat qui avait encore les moyens de ses ambitions, a mis beaucoup de moyens pour créer ces villes et accueillir des populations nouvelles. Nous sommes passés de 8 à 12 millions d'habitants en trois décennies en Ile-de-France. C'est un temps où on construisait sur des terres agricoles. Ici il a fallu exproprier des agriculteurs. Nous avons tous en tête des événements assez rocambolesques où des ingénieurs d'Etat, jeunes polytechniciens, etc., arrivaient et négociaient des terres auprès des agriculteurs présents dans des conditions très sommaires, et on a pu exproprier des centaines d'ha. Ce qui fait qu'aujourd'hui, pour cette agglomération de 22 000 ha, nous comptons encore 1300 ha de terrains publics. C'est assez rare. Ce sont des biens communs par définition, qui ne sont pas ou très peu exploités puisqu'ils étaient destinés aux extensions urbaines.

Donc pour répondre très directement et de manière très opérationnelle à la question, je pense que la première condition pour nous permettre de développer à grande échelle des jardins familiaux, des jardins ouvriers, de l'agriculture urbaine, c'est évidemment stopper de manière

très radicale ce phénomène d'expansion urbaine. Parce que nous avons pris conscience de la valeur de nos sols. Nous savons qu'ils ont une valeur agricole, mais qu'ils ont aussi d'autres fonctions auprès des populations urbaines. Ce sont des réservoirs de biodiversité. Ils ont une fonction hydrique. Et puis on le sait moins, ce sont aussi des capteurs de CO<sup>2</sup>. Et quand on est face à l'urgence climatique, cela prend beaucoup d'importance. Donc premier objectif, tenter culturellement, politiquement, administrativement et juridiquement de faire en sorte que ce phénomène d'expansion urbaine soit freiné, stoppé.

Nous sommes en cours de révision de nos documents d'urbanisme et d'aménagement, et la traduction de cette volonté politique doit être très concrète dans ce qu'on appelle à grande échelle les schémas directeur de la région Ile-de-France. Nos schémas de cohérence territoriale (SCOT), - ce sont des termes techniques mais qui ont beaucoup d'importance -, sont des documents prescriptifs à l'échelle des agglomérations. Ici une agglomération de 22 000 ha avec 35000 habitants. Dans nos SCOT la question de la sobriété foncière à l'échelle de notre agglomération, on trouvera cette intention. Et évidemment les maires sont encore titulaires du droit des sols dans les plans locaux d'urbanisme qui ne sont pas encore intercommunaux. C'est la première condition

Deuxième condition à mon sens, et là c'est un changement de cosmologie très compliqué parce que ça interroge la culture profonde de notre vision du monde et de l'organisation de la société, c'est de reconnaître une valeur aux sols, par une traduction monétaire. Aujourd'hui, un sol n'a une valeur dans l'esprit de tous que s'il est constructible. S'il ne l'est pas, qu'il ne peut pas recevoir des Développements résidentiels, économiques, il n'a que très peu de valeur. La valeur écologique aujourd'hui n'a pas de traduction monétaire.

On voit bien à quoi on se heurte. Dans le cas de la récente *Loi de climat Résilience* qui fait l'objet de beaucoup de débats, on trouve la trajectoire écologique de ce que l'on appelle le « zéro artificialisation nette » (ZAN). La limitation de l'expansion urbaine est en fait une traduction dans la loi de cette trajectoire écologique. Mais il manque un chapitre très important pour que cette trajectoire soit respectée. C'est le financement.

Ici en troisième couronne nous adhérons de façon militante à cette politique légale de zéro artificialisation nette, mais on voit bien la limite de cette adhésion. Car si je ne réponds pas aux besoins de logements, aux besoins de proximité de l'emploi par la ré industrialisation, la relocalisation de l'activité économique, je ne réponds pas à une aspiration sociale quasi équivalente des habitants de ce territoire populaire qui attendent de nous des développements de cette nature. Donc il faut absolument que le législateur travaille un peu plus et ouvre le chapitre 2 de la loi climat résilience : trouver les moyens de financement pour le respect de cette trajectoire écologique. Il y a plein de moyens sur lesquels il peut y avoir des débats intéressants. C'est soit la fiscalité, soit la subvention, soit un système de péréquation à l'échelle de la métropole. Parce qu'il y a des territoires très riches qui pourraient financer la protection et la valorisation de nos sols pour leur valeur écologique.

Je m'arrête là. Il y a d'autres étapes à franchir absolument, notamment l'adaptation des outils d'aménagement à cette stratégie politique. Aujourd'hui, les outils de l'Etat que nous connaissons sont anachroniques. Leur modèle économique date des années 1970, à l'époque des villes nouvelles. Il y a un différentiel qui ne va pas. Il faut absolument un appel aux outils d'aménagement.

Et il faut ouvrir des centres de formation pour les futurs jeunes agriculteurs, répondre à une aspiration. Il y a plein de jeunes gens qui sont malheureux dans la banque, l'informatique, la grande distribution et qui cherchent une formation adaptée, de très haut niveau pour s'engager, engager leur famille dans l'exploitation d'un bout de terre qu'on pourrait leur confier. Trop peu d'espaces, de lieux de formation pour répondre à mon sens à la demande et en même temps créer des vocations.

**Marcel Marloie.** Monsieur Gilles Maréchal, fils d'agriculteur, tu avais participé en 1990 à la Grande moisson organisée par le CNJA à Paris, laquelle avait accueilli un million de visiteurs. Entre autres expériences, tu as été directeur général de la Chambre d'Agriculture de la Meuse, et tu as récemment créé Agridemain qui nous sort chaque année deux potions magiques :

- la première au Salon de l'Agriculture où tu fais rencontrer et parler des gens divers, où tu croises et hybrides les expériences
- la deuxième en juin de chaque année. Ce sont les Journées nationales de l'agriculture avec 1200 événements un peu partout en France, le prochain aura même lieu à Paris en face du Panthéon, pour lutter contre trois choses dont souffre l'agriculture : l'ignorance, l'intolérance et l'incohérence». Tu as la parole.

**Gilles Maréchal.** J'interviendrai sur deux plans, d'abord sur la communication agricole puis sur l'agriculture urbaine car les deux sont liées et j'exerce des fonctions dans ces deux domaines.

Nous avons créé Agridemain il y a 4 ans après un parcours agricole qui a été évoqué par Marcel. Agridemain est une association qui vise à mieux expliquer l'agriculture au grand public. Parce que l'agriculture est de plus en plus au cœur des problèmes. Les Français adorent les agriculteurs : 80% d'opinions positives à chaque sondage, mais méconnaissent l'agriculture. Ils adorent les agriculteurs mais pour eux, l'agriculture est une boîte noire ; c'est la pollution, c'est les phytos, la grande distribution..., il y a un mélange parce qu'on ne sait pas expliquer la complexité du métier. C'est un peu de notre faute. Et donc nous avons créé cette association en nous disant : « le meilleur moyen d'expliquer l'agriculture c'est que les acteurs qui la font en parlent ». Et donc nous avons lancé une plate-forme qui s'appelle Agridemain, ce qui veut dire « la réalité de l'agriculture d'aujourd'hui et de demain ».

Ce n'est pas une agriculture mythifiée, celle que l'on voudrait dans l'idéal à 100% bio, ce n'est pas possible, malheureusement. Mais c'est de parler de la réalité et de son évolution. Et nous avons 450 ambassadeurs, agriculteurs partout en France, qui se sont inscrits. Ils ne sont pas meilleurs que les autres. Mais ils ont dit « moi je suis d'accord pour passer du temps afin d'expliquer l'agriculture, d'expliquer mon métier et comment il évolue. « Je suis éleveur donc je vais parler de mon métier d'éleveur. Je suis céréalier, je vais expliquer pourquoi je suis obligé de mettre de l'engrais etc. Je suis apiculteur, etc. ». Donc nous avons à peu près toutes les formes d'agriculture représentées, avec bien sûr une volonté d'aller vers une agriculture de plus en plus écologique.

A partir de là, que faisons-nous ? Nous proposons à nos ambassadeurs des événements de communication pour interpeller notre cible, à savoir le grand public. Ce n'est pas de plaire aux paysans. C'est d'essayer de mieux expliquer pourquoi les paysans travaillent de cette façon. Et donc nous leur proposons des événements. Marcel en a cité un. C'est par exemple au Salon de l'agriculture une grande table d'hôtes, une grande table en bois, et on fait venir trois ou quatre agriculteurs le matin, et ils amènent leurs produits. Et nous sommes partenaires avec

une fédération de Chefs de cuisine qui s'appelle Eurotoques, parce que si vous voulez parler rapidement au grand public, le meilleur moyen est de le toucher au ventre.

Les agriculteurs amènent donc leurs produits le matin, on a fait un stand avec une super cuisine, et pendant que l'on commence à installer les différentes opérations, les chefs travaillent les produits des agriculteurs. Ensuite toutes les heures et demi on fait une table d'hôtes, on prend les gens dans les allées ; les agriculteurs présentent leur exploitation en vidéo sur un grand écran, et à la fin ils dégustent.

En ce qui concerne l'agriculture urbaine. C'est ma deuxième casquette. Quand l'agriculture urbaine s'est lancée, c'est comme ça que j'ai rencontré Christine Aubry il y a de cela quelques années, que la mairie de Paris avait lancé le programme Parisculteurs, je me suis dit que nous ne sommes pas plus bêtes que les autres, et que nous n'avons pas moins notre place pour travailler sur l'agriculture urbaine à Paris.

Nous nous sommes associé avec un architecte qui travaillait avec Jean Nouvel, et une autre personne qui travaillait dans la communication. Nous avons repris une société qui s'appelle « Aéromate » et nous faisons de l'agriculture sur les toits. Nous avons fait cela parce que c'est le meilleur moyen de faire rencontrer les gens. Notre objectif, utilisant le potentiel d'Agri demain, est d'amener des agriculteurs au cœur de Paris, au cœur des villes, pour qu'ils disent « nous avons des savoir-faire, nous ne faisons pas tout correctement, mais si vous faites par exemple de l'agriculture en pots, on va vous expliquer comment on produit, de quelle façon ». Il va y avoir des rencontres, des échanges. Nous avons fait par exemple de l'hydroponie sur le toit de la RATP, pour tenir compte des contraintes de l'agriculture urbaine, notamment de poids.

Et je travaille aujourd'hui avec le lycée Albert De Mun, un lycée hôtelier où les jeunes qui font la cuisine décident tous les ans ce qu'ils vont mettre dans les bacs. Par exemple pour les courgettes, comment on les produit, comment on les récolte, comment ça se sert.

J'en profite pour vous saluer, Monsieur le Maire pour ce que l'on a vu cet après-midi, avec les rencontres que génèrent les jardins partagés De véritables « amortisseurs de crise » a dit un intervenant et je trouve cette définition très juste. On ne peut pas le faire à Paris parce que l'on n'a pas suffisamment de terrains, mais on voit bien la fonction sociale extrêmement importante et le rôle que ça peut jouer. Merci.

**Marcel Marloie.** Pour ce qui est du développement de l'agriculture urbaine, au plan législatif, au plan politique, quels sont les blocages, qu'est-ce qu'il faudrait promouvoir ?

**Gilles Maréchal.** Déjà il faudrait que l'agriculture professionnelle accepte de voir toutes les possibilités des nouveaux profils d'agriculteurs urbains représentés. Que l'on puisse définir les profils, la formation, c'est le mot qui a été dit par Monsieur le Maire, il faut hybrider les choses. L'hybridation, comme le dit la philosophe Gabrielle Halpern c'est une des évolutions de l'agriculture aujourd'hui.

Et ce que j'ai oublié de dire : quand je me suis intéressé à l'agriculture urbaine, c'est pour montrer ce que les agriculteurs apportent, mais aussi ce qu'eux-mêmes apprennent. J'ai emmené les membres de mon bureau sur les toits de l'Opéra de Paris où des paysagistes se sont lancés dans une forme d'agriculture urbaine remarquable. Nos agriculteurs ont pris conscience ce jour-là de ce qu'ils pouvaient aussi apprendre. Donc il faut aussi que

l'agriculteur se coltine avec d'autres milieux, les artistes, les architectes, ils ont autant à apprendre qu'à apporter.

Les freins, c'est la formation, c'est que l'agriculture accepte de regarder l'agriculture urbaine d'un œil professionnel. Il existe une association urbaine professionnelle de l'agriculture urbaine qui s'appelle l'AFAUP. Elle fait un boulot colossal. Je sais qu'il y a beaucoup de structures qui ont eu beaucoup de difficultés dans les cinq dernières années. On en a perdu. Il faut définir le profil juridique et donner des droits à l'agriculteur urbain qui s'installe.

**Marcel Marloie.** Christine Aubry, tu es chercheuse à l'INRA. Tu as mis sur pied la Chaire d'Agriculture urbaine dans l'une de nos grandes écoles françaises : AgroParisTech. Cette chaire contribue à la formation des nouvelles générations. Tu connais bien cette région sud de l'Ile-de-France et tu as quelques idées en tête sur des évolutions possibles. Je te laisse la parole.

**Christine Aubry.** Je vous remercie d'abord pour votre accueil. Nous avons monté à AgroParisTech une formation de dernière année d'ingénieur sur l'agriculture et les espaces verts urbains. Elle connaît un certain succès. Et je rejoins ce qui a été dit par Monsieur le Maire et Gilles Maréchal, la formation des futurs agriculteurs urbains et périurbains est fondamentale. Aujourd'hui un vrai effort est fait là-dessus. Je pense en particulier aux lycées agricoles en Ile-de-France et à l'Ecole du Breuil à Paris. Et je voudrais dire quelque chose en tant que parent. J'ai deux enfants. Chaque fois en 3<sup>ème</sup>, lorsque les parents sont convoqués pour présenter les orientations au lycée, c'est moi qui dit qu'il existe aussi des formations agricoles en Ile-de-France. On n'en parle jamais. Et c'est d'autant plus dommage qu'on voit aujourd'hui beaucoup de jeunes très intéressés par ces formations.

Sur ce qu'il faut faire, qu'est-ce qu'on fait ? L'agriculture urbaine est un domaine extrêmement vaste. Il y a des jardins, des formes agricoles en pleine terre, sur les toits...

Il existe une seule forme pour laquelle nous savons aujourd'hui qu'il ne faut pas aller. Ce sont les expériences très indoor (dans les bâtiments où l'on contrôle totalement le milieu, etc.), très technologiques. Elles sont extrêmement coûteuses. Il y a quelques exceptions. On peut faire des choses intéressantes dans les parkings. Ce sont les champignons et les endives. Dans le temps, on appelait ça des produits de cave. C'est relativement peu coûteux parce que ça n'a pas besoin de beaucoup de lumière ni de chauffage. Par contre, essayer de faire des fraises, des salades, des tomates dans des bâtiments, avec des lumières led et du chauffage, c'est une aberration dans notre contexte et je mesure mes mots. Je dis cela, et avec une certaine violence peut-être, parce que ce beau pays a dépensé des millions et des millions d'argent public (privés aussi), notamment de la Banque publique d'investissements pour soutenir des projets d'agriculture soi-disant innovante qui se cassent tous aujourd'hui la figure. Or, il était facile de se rendre compte que si vous sortez vos salades et vos fraises à 25 ou 30 euros le kg, il va y avoir un problème de rentabilité. En plus ces systèmes sont des gouffres énergétiques. Ça, c'est ce qu'il ne faut pas faire.

Il y a en revanche plein de choses qui peuvent se faire et qui se font. Et je suis d'accord avec vous Monsieur le Maire, c'est plutôt dans la seconde couronne de l'Ile-de-France que se développent des formes productives d'agriculture urbaine, qu'il s'agisse de formes professionnelles, ou non professionnelles comme les jardins associatifs. Mais je dirais que dans les milieux plus denses, Paris et première couronne, nous avons aussi une énorme

demande de jardins collectifs. Alors les parcelles sont toutes petites, en particulier en pieds d'immeubles, et dans les espaces verts des bailleurs sociaux, il y a une très forte demande. Et on voit aujourd'hui pas mal de bailleurs sociaux qui essaient d'implanter des formes de jardins collectifs. Ce ne sont pas forcément des jardins partagés tels qu'on les a connus initialement. Ce sont des petites parcelles individuelles avec une forte vie collective, et une petite production quantitative mais une forte incitation à aller consommer plus de fruits et légumes.

C'est clairement aujourd'hui un enjeu de santé publique. L'Agence régionale de santé nous dit : attention, dans les quartiers populaires, nous avons aujourd'hui une bombe à retardement sur le plan de la santé publique, en termes de maladies liées à la mauvaise alimentation. Et il n'y a pas 36 solutions. Il faut arriver à ce que ces personnes puissent consommer plus de fruits et légumes, en particulier par l'autoproduction. Celle-ci ne permettra pas d'avoir autant de production que ce que vous avez pu voir dans les jardins de Ris-Orangis. Mais ça pourra y contribuer un petit peu.

Après, on voit aujourd'hui des évolutions. Je ne sais pas si vous avez entendu parler du projet *Quartiers fertiles* de l'ANRU (l'Agence régionale de rénovation urbaine), qui s'occupe des quartiers prioritaires de la ville, et des quartiers en renouvellement urbain. Ce projet a été lancé en février 2020 par le ministre du logement Julien De Normandie. Dans ces quartiers, on serait censé développer des formes d'agriculture en lien avec la population souvent en précarité. Et l'idée initiale du ministre fut de faire de l'agriculture urbaine rentable. On a été plusieurs à avoir quelques petits doutes. Résultat des courses, au bout de trois appels à projets entre 2020 et 2021, 98 quartiers prioritaires ont été lauréats dans toute la France. Et sur ces 98, 90 sont d'abord et avant tout des jardins collectifs. C'est-à-dire que la demande des urbains remontée par les collectivités c'est : *nous voulons des jardins d'autoproduction pour pouvoir produire notre propre alimentation.*

Deux autres éléments.

1/ Il faut continuer à se battre de façon très importante pour que les jardins collectifs, ouvriers, partagés, etc., puissent être reconnus au niveau national. Il y a une loi qui traîne dans les tuyaux depuis 2003. Et il faut protéger le foncier pour en avoir en quantités ; protéger les espaces publics pour qu'ils soient très largement destinés à ces utilisations.

2/ L'autoproduction est importante à tous points de vue. On produit une partie de son alimentation, on apprend, il y a du lien social,... La production alimentaire à destination en particulier des plus démunis, et on en entend beaucoup causer aujourd'hui, un vrai drame, ça va être de l'agriculture locale de type professionnelle. Et aujourd'hui, Monsieur le Maire a parlé du schéma régional... Un de ses objectifs est de refaire une ceinture verte qui a été bousillée (entre 1990 et 2010, nous avons perdu 2/3 des maraîchers). Cela veut dire réinstaller du maraîchage en périurbain de manière à pouvoir approvisionner en local la région parisienne. En favorisant aussi financièrement la diversification des exploitations céréalières d'Ile-de-France, qui souvent ne demandent que cela, car elles sentent bien qu'il va falloir se rapprocher de la ville et que les céréales sont beaucoup plus fluctuantes qu'auparavant.

Et puis aussi peut-être faut-il se poser la question de *pourquoi il n'y a pas beaucoup de consommation de fruits et légumes, en particulier locaux, dans nos villes et en particulier dans les quartiers prioritaires*, eh bien parce que c'est trop cher. C'est aussi simple que ça. En gros, pour qu'un maraîcher vive correctement, il faudrait qu'il vende le kg de légumes entre 3 et 5 euros. C'est un peu ce que l'on voit parfois aujourd'hui dans les AMAP. Une famille en situation difficile, pas forcément en grande précarité, c'est moins d'un euro le kg qu'elle peut

payer. Qui compense les 3 ou 4 euros qui restent ? On peut voir : contractualiser avec des agriculteurs en leur sécurisant des débouchés, faire un soutien national des prix, avoir pour une commune sa propre ferme, voire revoir la politique agricole commune etc..!!

Pour terminer juste une histoire. La métropole européenne de Lille a acheté 39 ha pour y installer 7 à 9 maraîchers avec des moyens. Aujourd'hui, six parmi eux approvisionnent uniquement la région parisienne. Pourquoi ? Parce que dans leur contrat, il n'y avait pas d'exclusivité. C'était le marché libre. Et pour qu'ils puissent vivre, ils vont vendre leurs paniers à Paris et pas à Roubaix, parce que ça paye mieux. Donc l'agglomération a fortement banqué pour un faible retour.

Concrètement comment faut-il faire ? Soit on contractualise de manière beaucoup plus serrée et on suit les gens de manière à ce que ne soit pas sur les agriculteurs que retombe la différence de prix, soit on cherche d'autres moyens : mutualisation, coopération, régie agricole. Dans le monde agricole, la régie ça fait hurler : *on va nous faire des kolkhozes !* Non, ce n'est pas cela. C'est que dans un certain nombre de cas, il vaut mieux pour une collectivité qu'elle achète des terrains et installe des gens qu'elle paye, plutôt que d'envoyer des maraîchers au casse-pipe. Cela ne marche pas dans tous les cas. Il y a une variété de modèles urbains. Mais aujourd'hui, ce problème est très clairement central. Et il faut l'étudier en détail pour savoir dans quelles conditions telle ou telle forme fonctionne ou pas.

**Stéphane Raffalli.** Cela fait écho évidemment aux questions qu'on se pose ici : comment on reconstitue un modèle dans lequel on relocalise en circuits courts au bénéfice des populations locales grâce à nos terres franciliennes ? Comment on y arrive, alors même qu'on est sur des logiques d'exportation ? Et parfois même des logiques d'exportation qui ne servent pas l'alimentation, mais où la production est envoyée dans d'autres circuits. Je crois en l'alliance des puissances publiques avec les professionnels. Vous avez parlé tout à l'heure d'hybridation. On est dans un pays colbertiste. Réorganiser une filière passe forcément par un investissement public. Les collectivités locales, l'Etat doivent trouver les moyens de travailler cette question. Mais on ne le fera pas sans les agriculteurs, sans les paysans, ceux qui connaissent la technicité nécessaire pour créer de la richesse avec de la nourriture, sur les terrains qu'on mettra à leur disposition.

J'ai insisté tout à l'heure. Ici, nous avons 1 300 ha de terrains publics, ce qui n'est pas le cas partout. Il faut qu'on leur trouve une destination qui crée un signal. Ces terrains doivent être mis à profit pour envoyer des signaux et une direction qui pourraient être encore à une plus grande échelle. Parce que, quand on réfléchit bien, 250 ha de terrains agricoles de bonne qualité en Ile-de-France, c'est 5 à 6 millions. C'est à la portée d'une collectivité, même de notre intercommunalité qui a un budget annuel de 250 millions en fonctionnement et de 80 à 100 millions d'investissement. Donc si on se donne cette priorité politique, il ne s'agit pas de soviétiser l'exploitation, mais que la puissance publique vienne à la rescousse parce qu'on est obligé d'organiser une bifurcation. C'est-à-dire qu'il faut réorganiser.

Quand on a eu le COVID, les premiers jours, je peux vous dire qu'ici, et tous les responsables publics se sont posés la même question, c'était : *est-ce qu'on n'aura pas de rupture de la chaîne alimentaire ?* Donc l'idée de relocaliser, d'avoir une souveraineté alimentaire, et de travailler les circuits ultra-courts, c'est quelque chose qui a une résonance extrêmement forte dans nos populations. Je le vois avec nos jardins familiaux, avec nos 13 ha, qui sont des petites choses, ce sont les dossiers qui ont la plus forte résonance politique de notre

collectivité. Il y a la bénédiction, la légitimité populaire autour de ces questions. Et donc il faut passer à l'acte. Et je pense que c'est possible.

**Gilles Maréchal.** Dans ce que l'on entend chez les agriculteurs que l'on côtoie et notamment les céréaliers autour de Paris, je crois que c'est une population qui s'interroge sur de nouvelles productions et pourquoi pas du maraîchage. Parce qu'avec le triplement du prix des engrais, idem pour les semences, ils se posent beaucoup de questions. Je pense que sur des activités de maraîchage, certains ne seraient pas du tout éloignés, même à se reconverter. C'est une cible à favoriser. Les choses changent énormément et les esprits aussi.

**Souad Medani.** Vous avez parlé de la formation, je me demandais s'il existait des choses au niveau de l'éducation nationale pour démultiplier cette démarche vers d'autres formations. Madame Christine Aubry, vous avez parlé des innovations qui n'étaient pas forcément pertinentes ; quelle réponse peut apporter cette forme de fermes verticales. Je sais que les ingénieurs travaillent sur l'espace disponible par les fermes verticales. Quelle vision avez-vous là-dessus ?

**Christine Aubry.** Sur les fermes verticales, c'est un peu ce que je vous ai dit. On appelle *fermes verticales* des formes d'agriculture dans des bâtiments en environnement totalement contrôlé (led, chauffage etc.). Ce n'est absolument pas adapté. Cela a coûté énormément cher. Elles se sont mises sur des créneaux alimentaires, mais n'ont pas tenu. Ces systèmes-là marchent bien aux Emirats arabes unis, dans le Grand nord canadien (et encore), et ça marchera demain sur la lune et plus largement sur le spatial. Mais ce n'est pas fait pour nos conditions françaises. Cela ne sert à rien chez nous sur le plan alimentaire, y compris sur les aromatiques. Par contre cela peut avoir un intérêt sur certaines filières particulières, les cosmétiques, des plantes médicinales dans la recherche sur les molécules, la chimie verte.

On peut faire en revanche des productions sur les toits à ciel ouvert (voire quelques serres), Gilles en parlait tout à l'heure. Elles ont un intérêt de démonstration, d'éducation. Mais les fermes verticales, j'espère qu'on est sorti de cette injonction qui fut faite, et que l'argent qui fut gaspillé là-dedans pourra être mis sur des projets comme ceux exposés par Monsieur le Maire.

**Gilles Maréchal.** L'expérience avec le lycée Albert De Mun fonctionne, mais ça tient essentiellement à la volonté des hommes. Le directeur de ce lycée est quelqu'un qui prend des risques, qui a une autonomie pour le faire et qui a concouru à *Parisculteurs*, un concours lancé par la Mairie de Paris. L'idée était que les étudiants apprennent à faire la cuisine, mais ne savent pas d'où viennent les produits. Et c'est ce directeur qui est venu nous chercher. Et tous les ans on se réunit avec les profs. C'est la période des légumes de fin de saison, et on fait le programme en conséquence. C'est de l'éducation. Mais avec le ministère de l'éducation nationale non. Cela tient à des personnalités. L'éducation nationale ne met pas de temps là-dessus. Malheureusement.

**Marcel Marloie.** Laurence Baudalet Stelmacher, tu nous as accompagnés avec Gilles Melin en 2012 à Kazan en Russie. Tu n'as pas cessé de visiter les jardins collectifs, les collectifs de jardins d'Amérique du Nord et d'Europe, de Russie. Tu as initié de multiples jardins partagés en région Ile-de-France. Tout à l'heure nous avons évoqué ce texte de loi de

2003 qui est resté dans les coulisses de l'Assemblée nationale. A ton avis, que faut-il argumenter, et comment faire ? Tu as la parole.

**Laurence Baudalet Stelmacher.** Merci Marcel. Je suis effectivement militante de longue date du jardinage associatif. J'ai commencé dans les années 1990. Et je suis la fondatrice d'une association qui s'appelle *Graine de jardins* qui développe les jardins partagés en Ile-de-France. J'ai été auditionnée par le Sénat en 2002 sur la proposition de loi relative aux jardins associatifs, votée par le Sénat en 2003, il y a vingt ans. Et elle est depuis bloquée dans la navette parlementaire. C'est un problème structurel en France, toutes les lois d'initiative parlementaire passent après les lois d'initiative gouvernementale. Un problème de notre démocratie moderne sur lequel on devrait se pencher.

Et ça montre le peu d'intérêt des élus pour les problèmes du quotidien, parce que ces problèmes du quotidien, des jardins, paraissent moins importants que le budget de la France et autres sujets. Et pourtant je pense que les personnes qui se sont exprimées avant moi ont bien souligné à quel point ça touche les Français dans leur quotidien, et de plus en plus. Je me souviens que l'on nous qualifiait dans les années 1990 de doux rêveurs, à croire que l'on pouvait créer des jardins dans Paris. Je me souviens avoir travaillé avec la ville de Paris à la création du programme *Main verte* dans les mêmes années 2000. La question souvent posée par les journalistes était de savoir si c'était un phénomène de mode qui allait disparaître. Aujourd'hui, on sait que ça ne disparaît pas et qu'il y a une addition des motifs pour lesquels les Français ont envie de jardiner. Et ce que vous avez dit Monsieur le Maire, ça retombe sur les collectivités locales aujourd'hui. Et comme nous n'avons pas de cadre national, parce que cette loi n'est jamais entrée en vigueur, ce sont les collectivités locales et territoriales qui sont en première ligne.

Aujourd'hui, c'est plutôt au niveau européen que j'agis en commençant par l'axe franco-allemand. Puisqu'on a échoué sur une loi qui portait à la fois sur le social et l'environnement, je pense qu'il faut essayer par l'aspect climatique, parce c'est ce qui paraît le plus légitime, et le plus facile d'une certaine façon à saisir aujourd'hui. C'est-à-dire faire reconnaître l'intérêt de ces jardins dans la stratégie climatique nationale et dans les stratégies locales. Je me suis beaucoup battue pour une approche intégrée, c'est-à-dire pour « superposer » les mesures en faveur de la biodiversité, du climat, etc. C'est un tout dont les diverses composantes interagissent. C'est à gérer en même temps. Il faut ajouter à cela une dimension sociale qui a bien été rappelée tout à l'heure.

Ces jardins sont aussi des lieux de lien social. On a eu des émeutes en France. Je travaillais à Villiers-le-Bel pendant les premières émeutes en 2005 et je me souviens d'une réunion sous couvre-feu. J'ai eu à justifier pourquoi je devais rentrer dans un quartier. La réunion portait sur un projet de jardin partagé. Les habitants ont considéré que ce soir-là, ça valait la peine de venir à cette réunion parce que c'était pour eux porteur d'espoir. Mais je peux vous assurer que l'ambiance était un peu tendue autour de nous. Je travaille dans ces quartiers. Après la dernière émeute cette année, j'étais complètement déprimée. Franchement, je suis rentrée en Allemagne début juillet, je n'en croyais pas mes yeux. Parce qu'en fait on n'a rien réglé. Les problèmes sont revenus de la même façon. Je ne dis pas que les jardins vont tout régler d'un coup de baguette magique. Marcel a publié à ce sujet une tribune dans *Le Monde* qui était très bien. Je pense qu'il faut réfléchir avec les collectivités locales et territoriales parce que ce sont elles les vecteurs qui peuvent mettre en place quelque chose de manière rapide.

On a vu à quel point les gouvernements perdent du temps sur les questions climatiques. La France et l'Allemagne ne respectent pas leurs engagements sur le climat. Les collectivités locales et territoriales sont beaucoup plus motrices sur ces questions-là. Il est important de dire qu'un jardin s'inscrit dans une trame verte, mais c'est aussi un îlot de fraîcheur, c'est aussi un lieu où l'on fait de l'éducation à l'environnement, et c'est encore un lieu où des gens de milieux sociaux, et d'origine culturelle différente peuvent se rencontrer.

Et il y a un autre point très important. On a parlé tout à l'heure de l'agriculture urbaine en milieu très dense, et nous avons dans la région francilienne, des zones très denses comparées au niveau européen et mondial, en l'occurrence Paris et la première couronne parisienne. Malheureusement dans les documents d'urbanisme, on ne peut pas protéger les terres agricoles en milieu urbain. On ne peut pas reconnaître le travail d'amélioration du sol qui a été fait. Ce ne sont pas des sols agricoles. Et je crois que c'est un point juridique important. Si l'on veut protéger ces terres, ces territoires, il est très important de reconnaître le travail fait sur les sols, pour qu'ils ne soient jamais construits.

Je termine là-dessus, au moment de la Coop 21, nous avons organisé un grand colloque intitulé *Les jardins au secours du climat ?* où l'on avait fait venir l'Association française d'étude des sols. Ils avaient mis en place une expo au Jardin des plantes, sur la protection juridique des sols. C'est vraiment un des enjeux. Ces sols urbains qui ont été mélangés, quand vous les avez cultivés pendant quinze ans, vous en avez fait des sols fertiles. Et aujourd'hui, on ne peut pas protéger ces sols fertiles urbains. C'est vraiment une aberration. En fait, on en perd tout le bénéfice. C'est long de créer un sol. Ce n'est pas à vous qui êtes des paysans que je vais l'expliquer. Des sols fertiles, c'est précieux. Or on continue à les perdre, et on les perd à l'échelle planétaire. C'est une bataille à mener pour protéger ces sols urbains cultivés.

**Jean-Paul Sozedde.** Je veux bien intervenir pour donner un témoignage. Je suis un nouvel adhérent de l'association. Je voudrais rendre hommage à l'association et aux gens qui s'expriment ici. Parce que ce que j'ai vu et entendu me fait grand plaisir. Dans ma ville, nous avons quelques jardins partagés qui ne sont même pas homéopathiques comme cela a été dit, mais plutôt cosmétiques. Ici, ça ne l'est pas. J'ai des racines paysannes, et je me suis mis à l'écriture il y a quelques temps. La paysannerie en France, c'est le passé de la France, sa force. Je pense que ça peut être aussi son avenir, pas seulement pour cette raison. On a parlé des émeutes urbaines. La paysannerie, c'est la vertu de la patience, la vertu de l'harmonie, la vertu d'apprendre la lenteur des choses et la puissance du sol. Je crois qu'il y a quelque chose de profond à comprendre et à saisir là-dedans. Ce retour de la paysannerie. Les paysans sont l'avenir -et le passé- de l'homme. Voilà, c'est ce que je voulais dire.

**Claude Chainon.** Je suis un ancien directeur de lycée agricole et chef de service de l'enseignement agricole. Merci à vous tous pour vos interventions passionnantes. Monsieur le Maire, vous avez dit tout à l'heure que nous n'avions pas suffisamment de formations agricoles sur notre territoire. Est-ce que vous parlez de la France entière ou simplement de la Région parisienne ?

**Stéphane Raffalli.** De la Région parisienne. J'ai le sentiment que ces lieux de formation sont peu connus. Il faut les promouvoir pour encourager les vocations. Donc une visibilité et aussi une confortation de ces établissements, les lycées, les CFA. Il faut regarder très précisément l'offre de formation, jusqu'aux grandes écoles.

**Jacqueline Bellino.** Je voudrais vous remercier pour vos interventions qui sont vraiment passionnantes. Permettez-moi d'insister sur un point évoqué tout à l'heure par rapport aux Chambres d'agriculture, et à la reconnaissance de cette agriculture urbaine par la profession.

Cela me semble très difficile, quand on voit la difficulté des Chambres d'agriculture simplement pour reconnaître les cotisants solidaires, c'est-à-dire les toutes petites exploitations en pluriactivité. De plus, il existe en France de toutes petites exploitations qui ne rentrent pas dans les surfaces minima exigées et qui du coup ne sont pas reconnues comme agricoles. Par exemple, un couple qui élève 40 chèvres, peut survivre s'il a un autre emploi à côté alors qu'il n'existera pas pour les Chambres d'agriculture. Il ne pourra donc pas vendre ses fromages sur le marché. Il n'est pas considéré comme agriculteur. Je connais bien cette situation dans le domaine oléicole, chez moi.

S'il est déjà si difficile de se faire reconnaître quand on est un petit exploitant agricole, alors qu'en sera-t-il pour l'agriculture urbaine ? Je crois qu'il y a un vrai travail de discussion à accomplir. Aujourd'hui il n'y a plus les agriculteurs d'un côté et les citoyens de l'autre. Il y a un maillage qui se trame et on doit prendre en compte simultanément la productivité mais aussi l'environnement, le climat et la société, pour un mieux vivre ensemble, malgré et envers la toute-puissance des Chambres d'agriculture.

Un livre signé Hervé Pillaud s'appelle « Cultivons l'avenir ensemble ». Oui il faut construire l'avenir ensemble. On ne peut plus se permettre d'avoir une Chambre d'agriculture d'un côté et d'avoir les autres pouvoirs publics d'un autre côté. Il faut vraiment se mettre autour d'une table pour voir comment toutes les formes de production qui touchent à la terre et à l'environnement peuvent être prises en compte en termes de valeur agricole, indépendamment de leur rentabilité.

**Christine Aubry.** Je pense que ce que vous venez de dire est très important. En même temps peut-être deux choses.

Ce n'est pas forcément les Chambres d'agriculture qui décident de l'installation. Cela dépend du ministère de l'Agriculture. La Chambre d'agriculture peut jouer un rôle important, peut orienter, etc., mais c'est le ministère qui décide des critères de base. Le point positif est qu'en beaucoup de régions françaises, et en Ile-de-France en particulier, il commence à y avoir une vraie orientation vers l'agriculture urbaine. La Chambre d'agriculture d'Ile-de-France a deux salariées sur l'agriculture urbaine. Ils ont mis le temps mais ils y sont arrivés. Et la tâche principale de ces deux salariées est précisément d'appuyer l'installation de ces petites fermes. On parle aujourd'hui de micro-fermes, en milieu périurbain, voire en milieu intra-urbain. Et en milieu intra-urbain, il y a des fermes qui ont le statut d'exploitations agricoles. Ce ne sont pas des dossiers faciles, mais ça arrive. Et je pense qu'aujourd'hui, il y a une prise de conscience croissante. Les Chambres d'agriculture ne sont pas un monde homogène, mais au sein de celle d'Ile-de-France, les avis sont partagés, mais l'agriculture urbaine est reconnue comme étant un élément qu'il faut accompagner.

C'est très différent selon les régions car il n'y a pas au ministère de l'Agriculture une division de l'agriculture urbaine. Et tant qu'on n'a pas cette institutionnalisation, Monsieur le Maire vous disiez *on est des colbertistes, il faut que l'Etat fasse un truc*. Tant que le ministère n'a pas fait le nécessaire pour harmoniser les politiques régionales en la matière, nous aurons de grandes différences entre régions.

**Gilles Maréchal.** Juste un élément par rapport à ce que vous avez dit *il faut arrêter qu'il y ait le monde agricole d'un côté et la puissance publique de l'autre et que ça ne se parle pas*. Il y a encore 300 à 400 000 paysans aujourd'hui. 100 000 vont partir dans les dix ans, parce qu'ils sont en âge de prendre leur retraite. Nous avons une chance, avec ce qu'on appelle les NIMA, c'est-à-dire les *non issus du milieu agricole*. Ce n'est pas une population énorme, mais ils viennent irriguer le monde agricole parce qu'ils ont d'autres formations, quelquefois des expériences dans d'autres secteurs. Donc ils bousculent un peu, et c'est là où les mondes vont plutôt chercher à se rapprocher et on va peut-être voir sortir des solutions qu'on n'avait pas imaginées. J'ai cet espoir-là. Il faut vraiment encourager ceux qui viennent d'ailleurs, qui amènent du sang neuf, des idées nouvelles, et qui font sortir de cette consanguinité agricole, où on est entre soi et où on pense qu'on va toujours réussir entre soi.

**Marcel Marloie.** Par rapport à ce que tu disais Christine pour que le ministère de l'Agriculture ouvre un département agriculture urbaine. Ça restera toujours limité. Un tout petit point d'histoire : sous l'impulsion de James Smit, des militants aux Etats-Unis avaient dans les années 1990 monté un travail d'enquête à l'échelle mondiale. Leur rapport avait été présenté à la Conférence Habitat2 d'Istanbul en 1996 de l'Organisation des Nations-Unies en charge de l'Habitat. A la suite de cette conférence, le bébé a été refilé à la FAO. C'est très bien, mais la FAO, c'est l'agriculture et la production alimentaire. C'est important, il faut le faire. Mais il y a toute une dimension qui est perdue, la dimension habitat, à savoir ce que nous avons vu cet après-midi, ces parcelles de jardins qui sont des compléments de l'appartement en immeubles collectifs.

Ma position serait plutôt de dire, *il faut un ministère spécial*. Au Brésil, ils ont un ministère de l'agriculture qui s'occupe de l'agrobusiness, et un autre ministère qui concerne les paysans sans terre, l'agriculture urbaine, etc. En France il pourrait y avoir les 60 000 cotisants solidaires que Jacqueline a mentionné, 100 000 avec leur famille ; et tout ce dont on est en train de parler ici. Ils auraient un ministère qui prendrait les problèmes de front dans toutes leurs dimensions. Y compris la dimension dont nous allons parler maintenant puisqu'on passe à la deuxième phase de notre débat, qui est la dimension artistique. Parce que vous aurez beau citer Dostoïevski *La beauté sauvera le monde* (L'Idiot), au ministère de l'Agriculture : ils vont peut-être être contents, mais ils ne sauront pas quoi en faire.

**Laurence Baudalet Stelmacher.** Il me semble avoir lu dans le compte-rendu d'Habitat 2 de 1996, qu'Ignacy Sachs avait produit un texte sur l'agriculture urbaine en lien avec l'écodéveloppement, et j'ai suivi ses cours à l'EHESS.

Je ne comprends pas pourquoi les économistes ne se sont pas plus intéressés à cette dimension-là, au jardinage. Quand nous sommes allés en Russie, c'est bien ce qu'on a vu. Après l'effondrement de l'Union soviétique, ces jardins se sont accrus parce que c'était un amortisseur de crise. Et à chaque fois les jardins ont été mobilisés comme amortisseurs de crises. Dans toutes les guerres du 20<sup>ème</sup> siècle, on a à chaque fois redéveloppé des jardins. Et on est dans une phase de crise aigüe, à tous points de vue. Moi je suis contente que Bercy aussi s'occupe de ça. Parce qu'on a eu un volet de 30 millions d'Euros dans le Plan de Relance (*sortie de la crise liée au Covid*) dédiés aux jardins ; c'était inédit depuis la Seconde Guerre mondiale. Pourquoi cela a été 30 millions et après plus rien ? Alors qu'il faudrait 30 millions sans doute tous les ans. Ce n'est rien dans le budget de la France. Donc je voudrais bien que Bercy poursuive.

**Christine Aubry.** Je voudrais dire qu'on a eu 30 millions d'euros en 2021 par le plan de relance du Ministère de l'agriculture à la sortie du COVID sur les jardins et l'agriculture urbaine qui ont énormément été mobilisés pour la création et l'agrandissement de jardins. Si ça n'a pas continué, c'est que le gars qui s'en occupait au ministère de l'Agriculture est parti à la retraite, alors qu'il voulait une division agriculture urbaine pour pérenniser ça et que nous étions nombreux à attendre sa nomination ! Mais rien ne s'est encore fait.

**Charles Briand.** Sur la Russie, j'ai eu connaissance d'un rapport des directeurs des services agricoles des années 1960 qui sont allés en voyage d'étude en Russie. Un très important pourcentage des terres était en kolkhozes, soi-disant des coopératives, et un autre gros pourcentage en sovkhoses c'est-à-dire des fermes d'Etat où tout le monde étaient fonctionnaires, et les jardins familiaux représentaient 1 % des surfaces. Qu'est-ce qu'il en est ?

**Marcel Marloie.** Oui, nous avons travaillé 20 ans sur le sujet avec mon épouse russe. Nous avons fait des enquêtes de terrain, dépouillé les statistiques, collecté des masses d'information. J'ai même personnellement travaillé sur les annuaires statistiques de la Russie. Ce 1% ne veut rien dire. Parce que dans les années 1990 avec la crise, ces kolkhozes et sovkhoses dont tu parles se sont effondrés. Ici à AgroParisTech, on parlait de risques de famines dans les villes de Russie. L'Union européenne et les Etats-Unis ont mis sur pied des programmes d'aide alimentaire. Il y en eu vers 1992. Et en 1997, nouvelle crise, on avait préparé de nouveaux programmes il n'y en a pas eu besoin. Pourquoi, parce que la production des jardins autour des villes s'est accrue, passant de 16,5 à plus de vingt millions de parcelles. D'après mes estimations, ça a représenté entre le cinquième et le quart de la valeur de la production alimentaire totale de la Russie. La famine dans les villes a été évitée grâce aux jardins.

## Deuxième partie

### Les écrivains, les artistes, une association comme la nôtre, quelle est notre spécificité, qu'est-ce qu'on peut faire ?

**Marcel Marloie.** Quelle est notre spécificité ? A l'AEAP, nous ne sommes pas ici en tant que chercheurs ; nous ne sommes pas à la place de Monsieur le Maire. Nous avons une spécificité, nous sommes des témoins de notre époque, nous essayons un peu d'ouvrir des fenêtres sur le futur.

Témoins de notre époque comme ce que nous avons vu ce matin au musée de Barbizon, où nous avons pu connaître cette école française des peintres du paysage qui nous restituaient très concrètement les beautés de la nature et la réalité des gens modestes de leur époque.

Ouverture de fenêtres sur le futur comme un certain Saint-Simon qui, au début du 19<sup>ème</sup> siècle, avait écrit que la France pourrait devenir un grand jardin à l'anglaise. Pas le jardin royal à la française où tout est tiré au cordeau, mais à l'anglaise. Ce n'est pas devenu cela. L'agriculture agricole s'est développée. Elle fait travailler notre cerveau gauche comme va nous le rappeler Elise Levinson. Le cerveau droit de la musique, de l'imagination, de la beauté, ne fonctionne

pas beaucoup quand on est dans la Beauce sur un tracteur en train de récolter les betteraves. En revanche, tout ce que nous avons vu cet après-midi dans le collectif de jardins de l'Orme Pomponne, c'est autre chose. C'est aussi de l'agriculture, de la production alimentaire, mais avec de l'art et d'autres fonctions. Un art des jardins s'est considérablement développé tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle à l'échelle de l'Europe, y compris de la Russie, et de l'Amérique du Nord. Mais c'était dans la noblesse et chez ce que l'on appelait la bourgeoisie.

Et l'on pourrait dire que cet art des jardins se démocratise aujourd'hui. Ainsi, à côté de notre agriculture intensive se développe un monde de jardins, dont nous avons les embryons chez les cotisants solidaires dans nos collectifs de jardins, dans les interstices des cités, et ailleurs.

Camille Atlani, tu as longtemps travaillé à *Sol et civilisation*, tout en dirigeant la collection *TerrAgora* aux Editions France agricole. J'ai noté une phrase dans la présentation de ton édition : *nous croyons en la transition écologique de nos sociétés, et ce dans tous les pans de la vie humaine*. Tu as édité 15 livres dont deux sur l'agriculture urbaine. Comment perçois-tu ce que peut être la particularité, l'apport potentiel d'une association d'écrivains et d'artistes paysans, des gens censés avoir les pieds dans le concret et la tête dans les étoiles ?

**Camille Atlani.** Mes racines dans le monde paysan remontent à mes grands-parents dans un autre pays. Après des études en ethnologie, je m'intéressais à comment les humains interagissent avec leur environnement. L'agriculture urbaine a été mon premier sujet de prédilection. Elle m'a fourni une passerelle vers l'agriculture. Et je pense que c'est le cas pour beaucoup de gens. Parce qu'il y a l'expression d'un manque. Marcel, il me semble que tu parlais de ça dans ta tribune, que la ville est un environnement - matériel, social, culturel,- mais il y manque ce lien au vivant que l'on appelait auparavant la nature. Il manque cela alors que c'est le milieu naturel de l'humain depuis des millénaires. Et c'est vrai que quand tu dis *les pieds dans la terre et la tête dans les étoiles*, ...

Le maître-mot de cette journée je crois, c'est l'hybridation. Hybridation entre les mondes. J'ai grandi dans un univers où on parlait de catégories de personnes. Il y a notamment des gens qui font, et il y a des gens qui disent. Le cerveau et les mains. J'avais de gros complexes à faire partie des gens qui disent, des intellos. Quand je faisais mes études d'ethno et que je travaillais sur les artisans du faubourg Saint-Antoine, le mot intello était chez eux une insulte. Et j'avais d'autant plus de complexes que ma famille ne venait pas non plus forcément de là. Et effectivement dans la réalité, et je pense qu'Elise va en parler, c'est plus nuancé.

Oui il y a les gens qui font et les gens qui disent, mais il y a aussi beaucoup de gens qui font les deux. Ce n'est parce qu'on utilise ses mains qu'on ne peut pas réfléchir, et ce n'est pas parce qu'on réfléchit qu'on ne peut pas avoir une approche concrète. Mais dans l'imaginaire collectif, il y a clairement une opposition entre les deux. Et ça c'est redoutable, parce que ce qui se passe dans l'agriculture, et pas seulement dans l'agriculture, le vécu des gens est dit par les mots des autres.

Et j'en viens du coup à ta question Marcel. Ce que peut être l'apport d'une association comme la vôtre est de trouver les mots justes pour dire votre vécu. Je le constate notamment dans le dernier livre que j'ai sorti sur l'élevage, sur la question du rapport au vivant. Sur la question de l'élevage, on arrive concrètement à des caricatures. Mais la complexité du vécu des gens qui font, qui accompagnent, qui travaillent avec les animaux, elle n'est pas dite par eux. C'est un manque. C'est tellement dans la nuance et dans la finesse. Ça dépend des gens aussi. Mais

finalement on peine à trouver même les mots pour en parler. Tellement ça ne nous vient pas de l'intérieur pour l'instant.

Beaucoup d'intellos en parlent. Ça oui effectivement. Ils vont faire de grandes théories là-dessus. Dans le livre dont je parle, une agricultrice me disait *mais c'est fou en fait, j'assiste à des conférences de grands universitaires et compagnie. Ils parlent de mon vécu quotidien et je ne comprends rien à ce qu'ils racontent.* Et ce n'est pas propre à l'agriculture, ce truc des gens qui nomment pour d'autres. Je pense ici beaucoup à l'héritage de la colonisation. Il y a vraiment un enjeu à créer un autre imaginaire qui soit plus juste, plus proche de la complexité réelle. Et ça, pour moi c'est un rôle pour les gens comme vous qui sont des hybrides, à la fois l'un et l'autre, tout à la fois.

L'autre point que je voulais aborder rapidement, c'est à l'inverse, cette même agricultrice qui disait : *je me retrouve dans des conférences où je ne comprends rien.* Elle disait qu'il faudrait créer un statut de paysan-chercheur. Parce que finalement, ces intellos qui fonctionnent en vase clos dans leur tête, alors c'est aussi hyper-intéressant, il y a besoin de ça, de nommer. Mais s'ils allaient travailler deux ou trois jours par semaine dans des champs, ça leur permettrait de se « dépercher », mot que je trouve très intéressant. Je me déperche en mettant les mains dans la terre.

J'aurais d'autres choses à dire mais je voulais finir sur l'hybridation, que tout le monde a dit, c'est le maître-mot. Je pense que Marcel qui anime avec brio cette table ronde est un bon exemple de cette hybridation et son livre en parle aussi.

**Norbert Doguet.** Sans séparer ceux qui sont sur le terrain ou les intellos, vous pouvez prendre des références de Louis Malassis qui a écrit *La longue marche des paysans français.* C'était vraiment un intellectuel de haut niveau, et qui avait également une très grande pratique. Je pense également à Marcel Mazoyer. Il y en a certainement d'autres que j'ai oubliés, mais on arrive à avoir des consensus intéressants en prenant pour appui ce qui concerne cette association. D'abord l'écriture, avoir des schémas futuristes sur l'évolution des agricultures et notamment de l'agriculture urbaine. C'est intéressant d'en parler, mais quels sont nos moyens humains, techniques et économiques ? Ce sont des enjeux politiques qui nous dépassent un petit peu au niveau de l'association.

**Jacqueline Bellino.** Si j'ai bien compris, la question est *quelle est l'identité des écrivains et des artistes paysans ?* Cela nous renvoie à nos questions fondamentales développées dans notre Manifeste.

En réponse je vais vous dire un seul mot qui a été employé par à peu près tout le monde ici, c'est le mot « lien ». *Le lien* est le nom de notre bulletin de liaison. Qu'ont voulu faire les écrivains-paysans en se rassemblant ? Ils ont voulu aller au-devant de leurs lecteurs, au-devant des citoyens. Et leur première action a été de se rendre depuis tous les terroirs de France au Salon de l'Agriculture, où pendant 40 ans, chaque année, nous avons tenu un stand énorme avec des livres sur tous les terroirs. Ils y présentaient la mémoire de notre pays. Dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle, avec l'école publique devenue gratuite et obligatoire des paysans se sont exprimés. Il y a eu d'abord Emile Guillaumin, et plus tard Jean Robinet, en 1945, qui a créé une première association qui s'est vite arrêtée pour repartir en 1972.

Son but était de créer du lien avec ceux qui ne sont pas ruraux, créer un lien entre la terre et le consommateur. Au départ il y a la terre. Car ce sont les produits de la terre qui nourrissent des

populations qui souvent méconnaissent et sous-estiment les paysans. Les écrivains-paysans ont voulu se faire connaître. De tout temps des écrivains avaient parlé d'eux, en donnant une image soit méprisante, l'horrible paysan penché sur sa terre, soit bucolique, la bergère allant garder ses moutons. Mais on était bien loin de la vraie réalité. Les écrivains-paysans se sont approprié cette parole. Ils ont décidé qu'elle leur appartenait et qu'ils allaient la porter et la transmettre. Je crois que plus que jamais, nous avons ce rôle à jouer dans la société actuelle.

Nous sommes dans une période où de plus en plus s'affrontent deux milieux qui ne se connaissent plus ou se connaissent mal. Avec les effets délétères de la mondialisation et du réchauffement climatique, on ne sait pas ce que nous réserve l'avenir. Plus que jamais il nous faut continuer à porter cette parole vraie de la terre, du contact avec la nature, de cette écologie devenue un sujet essentiel de discussion de nos politiques, qui devrait l'être en tout cas.

Ceci pour dire que nous avons encore beaucoup à faire. Nous y travaillons. Nous étudions comment toucher les paysans, ces nouveaux paysans qui s'installent, qui souvent ne sont pas issus du milieu agricole. Ils reçoivent du public, organisent des événements, pratiquent l'accueil à la ferme, font quelquefois de la musique. Il se passe beaucoup de choses aujourd'hui dans nos campagnes. Dans les petits villages, ils organisent des fêtes, des marchés. Nous, écrivains et artistes paysans, avons toute notre place dans ces manifestations pour sublimer la terre par l'art comme trait d'union entre deux mondes qui s'ignorent. L'art, qu'il soit écriture, peinture, sculpture ou musique. Cet art qui est notre lien.

**Marcel Marloie.** Oui le Lien. Et j'ajoute l'authenticité. Les paysans ont longtemps été parlés par d'autres. Et avec la République, nous avons appris à lire, à écrire. Nous avons eu des instituteurs auxquels nous pouvons rendre hommage. Nous apportons quelque chose qui doit être authentique.

**Stéphane Raffalli.** Juste le partage d'une expérience que nous avons menée ici ces derniers mois avec une personne aujourd'hui décédée. C'est Bruno Latour, reconnu comme un des grands penseurs de l'écologie. Selon lui, nous sommes près d'un basculement dans lequel le roi est un peu démuné. Il est en réalité dans l'incapacité de fixer une trajectoire. Autrefois, pour permettre au roi de mieux guider la nation dont il avait la responsabilité, on faisait référence au processus d'écriture des cahiers de doléance. Pour lui, recréer du lien, recréer un projet politique passait forcément par deux choses : d'abord l'auto description, cette capacité pour chacun de réfléchir à sa situation, et de pouvoir la traduire au travers d'un écrit. C'est produire l'effort de devenir citoyen, un effort d'extraction de soi-même, par l'écrit. Et le deuxième temps de l'expression de la doléance, c'était de passer de passer par l'artistique, qu'il y ait une expression culturelle de cette expression citoyenne.

Alors nous avons mis en place dans cette salle un laboratoire des doléances. Et la première doléance principale fut la création du lien au travers du monde associatif, comment régénérer en fait tout le réseau associatif d'un territoire de banlieue parisienne qui évidemment avait beaucoup de mal à se régénérer. La deuxième, était comment on protège nos terres ? C'est une doléance écrite ici dans ce milieu urbain. Cela fait bien écho au statut de votre association. On peut exprimer par l'écrit et par l'expression artistique des choses très profondes, et qui sont une manière de régénérer notre expression démocratique.

**Marcel Marloie.** Monsieur le Maire, vous avez cité Bruno Latour. Il fut également consulté par l'association « Les paysages de l'Après Pétrole (PAP) », dont Jean Bourliaud ici présent est membre. Et ce qu'il va nous dire est un lien direct avec ce qui vient d'être dit. C'est incroyable, nous ne l'avons pas fait exprès. Camille Atlani nous a dit qu'il faudrait un statut de paysan-chercheur. Jean Bourliaud est un paysan chercheur de l'INRA.

Jean Bourliaud, tu t'es dédié aux paysans des montagnes que tu as visités un peu partout dans le monde, des Alpes à la Chine, du Maroc aux Andes péruviennes et boliviennes. Tu expliques que l'art et la production alimentaire sont intimement mêlés chez nombre de ces paysans. Et dans la présentation de ton association *Les paysages de l'après-pétrole*, il est écrit que *L'idée d'un paysage à inventer esquisse la figure d'ensemble d'un monde habité autrement...* Est-ce à dire que cette agriculture jardinière, dans laquelle l'art, la culture, la beauté seraient réinvestis, existe déjà ? En Haïti, ... ?

**Jean Bourliaud.** Oui, je remercie Monsieur le Maire d'avoir introduit son propos avec la figure de Bruno Latour. Je me sens en plein accord avec vous en ce sens que je voulais également m'y référer. Sa pensée ne nous surplombe pas mais nous anime. C'est ce que j'avais pu vivre au cours des *Entretiens de Bribracte* de 2019 sur le territoire du grand site de l'archéologie celtique, dans le Morvan. Invité de la rencontre, il ne s'est pas contenté de présenter ses idées, mais il était là pour lancer des enquêtes auprès de chaque participant qui à leur tour devaient mener également les leurs, ceci pour que chacun approche et cerne mieux comment il contribue à l'habitabilité de la terre. Il insistait pour que sa démarche ne reste pas un objet de recherche, un objet institutionnel mais concerne chacun d'entre nous en tant qu'acteur de cette appartenance « terrestre ».

C'est ce que j'ai ressenti ici dans cette visite des jardins collectifs de l'Orme Pomponne. Ce qui m'a impressionné, c'est que ce que nous voyons aujourd'hui résulte d'une pensée de l'aménagement urbain dans la longue durée qui intègre l'agriculture urbaine depuis les grandes transformations de la ville. Et vous continuez avec des projets qui renforcent ce lien de la nature avec l'habitant, qui anticipent sur les transitions à venir. Du coup, ce que je pensais vous dire initialement se trouve caduc car nous l'avons vu sous nos yeux, réalisé concrètement.

Visiter ces jardins a été un grand plaisir, au pied de ces immeubles imposants qui rassemblent des habitants si divers et qui continuent à accueillir les nouveaux arrivants. J'en ressors avec plein de flashes, impressionné par la luxuriance des potagers, la richesse des savoirs et des pratiques de jardins qui se côtoient : portugais, turques, antillais, maghrébins...

Je me suis présenté comme membre de l'Association « Paysages de l'Après pétrole – PAP ». C'est un collectif de professionnels de l'aménagement qui réunit des urbanistes, architectes, paysagistes, agronomes. Il promeut l'approche en commun du paysage pour traiter des questions de transition énergétique et des modes de vie à venir. Depuis plus d'un siècle, l'énergie du pétrole a bouleversé notre monde avec les limites que nous connaissons maintenant, et nous sommes entrés dans les transitions qui doivent le remodeler. Au-delà du paysage en tant que tel, le collectif s'appuie sur la démarche paysagère. Elle est spatialisée, suscite la rencontre autour du « voir et du entendre ». Le paysage permet de se rassembler autour de l'espace commun pour repenser le territoire. Elle réunit les habitants, chacun comme acteur de ce paysage-cadre de vie et mode de vie. Elle s'appuie sur la reconnaissance des spécificités de chaque lieu, des usages et fonctions qu'il nous faut repenser au-delà des

spécialisations excessives qui ont créé la coupure avec la nature. Elle implique ce retour à la multifonction des espaces pour se nourrir, se déplacer, vivre. Sans oublier la beauté...

Ce que nous avons vu aujourd'hui, m'évoque ce que j'ai pu découvrir et observer dans de nombreux pays, notamment de montagne. Les pratiques jardinières sont un continuum dans cette association de l'homme et la nature ; dans les Andes avec les tubercules et les quinoas, dans les Antilles avec le jardin créole, en Chine où les paysans disposant de 1/3 d'hectare, cultivent et utilisent une centaine de plantes, ingrédients de la gastronomie. En Guadeloupe et Martinique où les terres ont été polluées pour des dizaines d'années par l'affaire du chlordécone, le jardin créole et son foisonnement devient une source alternative pour l'alimentation locale des habitants.

Après la visite ce matin du musée de Barbizon, étant natif de la Creuse, territoire assez méconnu, je me rends compte que je suis voisin du haut lieu des peintres paysagistes avec Claude Monet dans la vallée de la Creuse, et de là où également, Gilles Clément a établi son grand jardin arboretum. Le Jardin planétaire est tout proche.

**Marcel Marloie.** Maintenant je suis obligé de bousculer un peu l'ordre que nous avions prévu parce que Souad Medani, ici présente, maire-adjointe à la culture doit partir depuis cinq minutes.

**Souad Medani.** Je vais commencer par répondre à la question que vous m'aviez posée dans votre mail. Les écrivains et artistes apportent selon moi une grande contribution au développement de l'agriculture urbaine, parce qu'ils favorisent la sensibilisation du public. Ils mettent en lumière les enjeux de cette agriculture, surtout suscitent l'engagement.

Pour moi, l'art qui en découle doit contribuer à l'éducation. Vous avez parlé tout à l'heure de lien au vivant. Le lien au vivant, à tous les publics. Sur Ris-Orangis, nous l'avons fait, nous avons beaucoup travaillé dessus. Je ne sais pas si, quand vous avez visité les jardins familiaux, on vous a parlé de la bande dessinée (BD) faite par Rémi Courgeon. Il y a un an, nous avons découvert cette BD qui raconte un peu la vie des occupants des jardins familiaux. C'est rigolo. Et nous avons eu ce rôle d'éducation parce que cette BD a été distribuée dans toutes les écoles, à tous les enfants, pour les sensibiliser justement à cette démarche que nous avons à Ris-Orangis. Je ne peux pas rester plus longtemps, mais je tenais à préciser que l'on travaille avec tous les publics.

**Marcel Marloie.** Elise Levinson, tu es artiste. Certaines de tes œuvres sont exposées ici. Tu cherches à réconcilier le cerveau gauche et le cerveau droit que nous portons en nous. Tu hybrides, mot qui a été employé ici plusieurs fois. Au sein de *Sol et civilisation*, organisation créée par Raymond Lacombe dont l'épouse Marie-Thérèse Lacombe est membre notre association, tu soutiens les territoires ruraux dans leurs transitions agricoles, alimentaires et écologiques par de la recherche, de la supervision de projets et du coaching. Ne serait-il pas possible d'appliquer la même démarche aux territoires urbains et périurbains dans la reconversion que nous évoquons aujourd'hui ?

**Elise Levinson.** Il est vrai que j'avais envie de me présenter à vous ce soir avec cette double casquette, à la fois ingénieure-docteure AgroParisTech, et artiste puisque depuis de nombreuses années, à titre personnel j'écris, je dessine, je peins. Et de plus en plus je vois que je suis un tout. Et probablement tout le monde est un tout qui a à la fois un cerveau rationnel,

analytique, de l'ordre de la réflexion, de la prise de hauteur ; et à la fois un cerveau intuitif et créatif de l'ordre de la pratique, de l'expérience vécue, de la sensibilité. Je pense qu'aujourd'hui dans le monde agricole, quel qu'il soit, conventionnel, traditionnel, rural, urbain, périurbain, on gagnerait à faire de la place à ces rencontres-là, « entre cerveau droit et cerveau gauche ». D'où l'importance du travail que vous faites, et de ces croisements entre des pratiques artistiques, qu'elles soient littéraires, qu'elles soient plastiques, qu'elles soient photographiques, musicales, etc., et des projets concrets productifs : produire de la nourriture, produire du lien social, etc.

Donc j'avais envie aujourd'hui de partager une réflexion en trois points à propos de cette question : quelle peut être la contribution ou le rôle de l'art sur des sujets comme celui de l'agriculture urbaine, qui peuvent paraître a priori assez techniques, assez concrets, assez pratico-pratiques. Et je voudrais introduire ce propos avec une réflexion de Paul Ardenne. Dans l'introduction de son livre « Un art écologique », il écrit : *que peut l'art face à la dégradation du vivant ? Pas grand-chose.* » On est de l'ordre de cette chose homéopathique dont vous parlez, *qui a l'air de rien, et qui pourtant est tellement importante, à la fois symboliquement, à la fois humainement et à la fois en termes d'expérience vécue. On reste des êtres humains et c'est important pour nous.* Trois points donc pour parler de cette importance-là et de ce que l'art permet dans le monde agricole, et avec ce j'ai entendu jusqu'à présent dans la table-ronde, et vu cet après-midi dans les Jardins de l'Orme Pomponne, il me semble que le jardin permet ça aussi, comme une forme d'art, finalement.

Le premier point c'est que l'art ouvre des espaces de sensibilité. Par le geste, par le souffle, par la connexion aux pigments, au papier, ou par le jardin à la terre, à la feuille, à la matière, en fait on a cette possibilité de connecter au sens, aux émotions. Et il me semble que dans un monde où la technicité, la technologie, la norme, la procédure prennent beaucoup de place et mettent beaucoup de distance entre nous et le réel, il y a un vrai enjeu à faire de la place à cette sensibilité. Je voulais notamment citer ici les travaux de Baptiste Morizot, qui parle de « crise de la sensibilité », pour expliquer les crises écologiques. Il dit que les crises écologiques sont d'abord une crise de la sensibilité, et de la sensibilité *au vivant* en particulier, c'est-à-dire une crise de notre capacité à rentrer en relation sensible avec les animaux, les végétaux, les écosystèmes, les lieux, etc.

Le deuxième point qui me semble intéressant, c'est la façon dont l'art ouvre des espaces relationnels. Vous en avez beaucoup témoigné par les travaux de votre association : écrire, photographier, peindre, permet de témoigner, de laisser une trace de notre relation aux paysages, aux gens, à la terre, à ce que l'on connaît. C'est donc une forme de création de lien, et Jacqueline Bellino l'a rappelé tout à l'heure. C'est aussi une création de lien parce que l'art peut se pratiquer à plusieurs, et simplement aussi parce qu'il est produit par quelqu'un et reçu par quelqu'un d'autre, donc il y a un lien, il y a une relation qui se crée à travers l'œuvre. Et puis il me semble aussi que l'art, en tout cas si on en a une lecture peut-être un peu nouvelle, peut ouvrir à d'autres relations au vivant. J'ai découvert cela grâce aux travaux d'Estelle Zhong-Mengual, notamment dans son livre « Apprendre à voir – Le point de vue du vivant », que je vous recommande. Elle démontre, en analysant certains tableaux de façon originale, que par l'art, on peut proposer d'autres relations au vivant non-humain. Des relations où l'on ne considère pas uniquement le vivant non-humain comme un ensemble de ressources appropriables pour satisfaire les besoins humains, ou comme un ensemble de symboles traduisant des émotions humaines (langage des fleurs, etc.). L'autrice nous propose d'apprendre à voir le vivant *pour ce qu'il est*, avec son propre point de vue sur le monde, son propre mode de vie, ses propres contraintes et besoins.

Dernier point, il me semble que l'art ouvre des espaces narratifs. Là aussi vous en avez témoigné, avec notamment cette façon dont l'écriture peut *raconter* des choses. Mais il me semble que ce n'est pas seulement les récits du passé, dont nous avons besoin. C'est aussi des récits d'avenir. Je suis intéressée par cette association des Paysages de l'Après Pétrole parce que pour moi il y a vraiment cette question-là aujourd'hui : *à quoi ressemble le monde demain ?* Alors on a des scénarios extrêmement précis, extrêmement visuels dans nos têtes pour un récit techniciste, performatif, avec les fermes verticales... Là, on voit très bien. On a beaucoup d'images, beaucoup de visuels. Tapez « écologie » sur Google images, vous avez énormément de choses extrêmement techniques finalement. Mais pour représenter, pour raconter, pour narrer un récit du lien, de la relation, de la complexité, de la nuance, qui nous invite à aller au-delà de la dualité *nature et culture* – pour citer Philippe Descola – eh bien là je trouve que l'on est un petit peu secs. Parce que les mots, notre langage est plutôt un langage de la modernité technique, de la rationalité. Et on manque à la fois de mots et aussi de représentations visuelles, auditives, olfactives, enfin bref toutes les formes d'art pour représenter cette complexité-là, ces paysages auxquels on aspire, les communautés dans lesquelles on a envie de participer et de vivre.

**Dominique Martin.** Il y a plusieurs choses qui ont été dites sur le fait que pour parler d'agriculture dans la société en général, ce sont rarement les agriculteurs à qui on donne la parole. Ce sont les experts, les économistes, de plus en plus rarement les sociologues, les politiques qui s'expriment dans les médias, les livres, les conférences, etc. Et quand on leur donne la parole, ou qu'ils la prennent, ils n'en parlent que comme ces experts, économistes, etc. Je dis « ils » parce que ce sont essentiellement des hommes. Moi dans ma pratique de journaliste orienté vers cette population, je peux témoigner justement aujourd'hui de ce qu'est cette parole et de ce qu'elle n'est pas ou plus. Telle que je ressens la parole des agriculteurs, c'est en général une parole technicienne dans le sens où elle reprend la posture du technicien, son vocabulaire, sa préoccupation constante d'efficacité et de performance. Cette parole est très largement prédominante dans l'enseignement agricole... qui est un enseignement technique avant tout. Il y a une autre parole chez les agriculteurs, que l'on pourrait définir aussi comme une parole économique, où il est question des prix, des coûts, des marchés. C'est la parole des filières pour lesquelles travaillent la grande majorité des agriculteurs. Il y aussi depuis quelques années, une parole gestionnaire qui est celle de l'entrepreneur, soucieux de la rentabilité des moyens de production et des capitaux qu'il a investis. Toutes ces paroles dialoguent entre elles et se complètent. Elles occupent tout le champ du discours sur l'agriculture en général. Elles ne laissent aucune place à une parole sur le vécu quotidien, les sentiments, les envies, les frustrations et sur tous les aspects relatifs aux relations humaines.

Or l'agriculture n'est pas qu'une activité technique et économique. Elle est avant tout une expérience humaine qui forme et transforme les personnes dans le temps. Il y a donc un non-dit sur un point fondamental qui touche à l'identité des personnes. Ce non-dit est sous-jacent mais n'émerge jamais ou de façon très parcellaire, sous forme de clichés, de mots bateaux comme le « bien-être des agriculteurs ». Les agriculteurs n'ont en général pas les mots pour décrire ce qu'ils vivent vraiment au fond de leur être. Ils sont dans l'impossibilité quasi physique de construire un discours sur ce sujet qui n'est jamais abordé lors de leurs études.

C'est là que je voulais faire le lien aussi avec ce que nous, petits bras pouvons faire. Ce serait à l'avenir de favoriser l'émergence d'une parole, de paroles, d'expressions artistiques ou autrement sur ce vécu. Parce qu'en fait, les éleveurs notamment, les agriculteurs, ce sont des personnes qui sont encore au contact du vivant. Ce vivant a quasi disparu de notre société car les animaux et les plantes sont aujourd'hui confinés à certains espaces auxquels très peu de

gens accèdent. Le vivant est devenu un spectacle car nous ne sommes plus acteurs dans ce vivant. Très peu de gens vivent en étroite relation avec ce vivant et remettent leur destinée en partie entre ses mains. C'est cet éloignement de la vie qui amène nombre de jeunes à vouloir renouer avec le vivant en s'engageant dans un parcours agricole de formation.

Partant de cet attrait, nous pourrions tenter de faire émerger une parole nouvelle chez ces jeunes. On prolongerait ainsi l'histoire des écrivains-paysans. Ce fut aussi, à un moment donné bien particulier, l'irruption de la parole de gens qu'on n'attendait pas, de gens qui se mettent à écrire, à raconter leur vie en prose ou en poèmes, à dire comment ils vivent les choses en silence, à créer des personnages de roman qui portent la société telle qu'ils la vivent à leur niveau. Ce serait semer une graine et cultiver chez les futurs paysans une capacité artistique qui les aide à sortir du silence sur des aspects aujourd'hui complètement gommés et absents chez celles et ceux qui vivent de la terre. Ce que je pense est que nous avons une toute petite fenêtre par laquelle nous pouvons agir à notre échelle et instiller quelque chose au moins chez quelques jeunes... futurs écrivains et artistes paysans.

**Claude Chainon.** J'ai beaucoup aimé toutes ces présentations. En collaboration avec Chantal Olivier, nous avons fouillé les écritures paysannes depuis Emile Guillaumin en réalisant l'ouvrage « Les écritures paysannes, de l'utopie à la réalité ». Ce n'est sans doute pas le hasard que les points essentiels que vous évoquez quant à la place du paysan dans son univers soient très exactement ceux qui donnent lieu aux têtes de chapitres du livre. L'histoire enracinée n'est sans doute pas à réinventer mais à poursuivre dans notre société qui naturellement évolue et qui a tant besoin aujourd'hui de s'accrocher à des repaires simples et vrais : la terre, le vivant, la relation du paysan à la terre et au vivant, sa relation au paysan, que ce dernier soit des champs ou des villes, avec son environnement ...

**Maryse Degardin.** Je vous présente mes excuses pour mon retard dû aux moyens de transport. Je représente une association du monde agricole, avec laquelle votre association a des liens très forts. Ce sont les CIVAM (Centres d'initiatives et de valorisation de l'agriculture et du milieu rural), association d'Education Populaire. Dans cette association que je connais depuis 1977, je suis référente sur le genre en agriculture.

Simplement pour aller très vite, tout ce que j'ai entendu ici évoque le lien au vivant. Depuis nos débuts (plus de 60 ans maintenant) nous avons tenu à accompagner les hommes et les femmes, paysan.ne.s, dans leurs initiatives pour résister à une pression trop technique, trop gestionnaire, trop économique. Nous nous intéressons à l'être humain au sein de sa ferme, qu'il soit et reste responsable de ce qu'il fait, de ce qu'il engage. Nous avons toujours été attachés à ces valeurs, et face aux enjeux actuels, nous sommes très sollicités actuellement par ce que nous mettons en avant, ce lien au vivant. Les femmes le portent très fort, elles sont actrices aussi dans les liens sociaux, elles ont le souci de la santé, du bien être humain et animal. Elles exercent une activité dans laquelle vie professionnelle et vie personnelle sont très imbriquées. Elles ont la connaissance de leurs terroirs. Elles ne négligent pas pour autant l'aspect économique. Elles ont une vue au-delà de l'économique ; qu'est-ce que la ferme produit en quantité et en qualité, mais aussi quelles plus-values apporter dans une activité qu'on réalise avec beaucoup de bonheur ; et elles le pensent, le réfléchissent pour elles et leurs conjoint.e.s ; j'ajoute ceci parce que nous sommes très sollicité.e.s pour le nombre de groupes en non mixité choisie qui se sont multipliés dans notre réseau.

Il y a des paysans et des paysannes qui sont heureux, qui sont heureux d'avoir ce lien au vivant. J'ai en tête quelques livres dont j'ai oublié les noms des auteurs, mais celui de Dusan

Kazic, « Quand les plantes n'en font qu'à leur tête », met en avant ce lien au vivant qu'on a négligé, quand nous ne l'avons pas oublié. Les paysans eux aussi peuvent être des personnes sensibles. Je suis intervenue quelquefois en région parisienne, dans la ville de Pantin, au salon des agricultrices à Montreuil, j'ai moi-même été enseignante, j'ai cultivé des jardins avec des enfants ; ce lien au vivant fait notre force. Il me semble qu'aujourd'hui beaucoup souhaiteraient le retrouver, avoir les pieds dans la terre.

Représentante de cette association agricole, nous n'avons cessé de faciliter des liens entre pairs, paysan.ne.s, producteurs, productrices, consommateurs, consommatrices, de créer des liens avec la société civile, acteurs et actrices que nous sommes au sein d'une société vivable, durable, économiquement vivable. Et si je suis venue ici c'est parce que parmi vous il y a des personnes que j'avais rencontrées, voilà quelques années dans les CIVAM. Heureux de nous retrouver, nous savons qu'ensemble, nous travaillons à défendre ces valeurs de l'éducation populaire auxquelles nous tenons tant, l'humain au centre de nos réflexions.

Même si ça ne s'entend pas encore, ça se murmure, ça frémit, ça bouge, et j'espère bien que ce mouvement qui nous garde toujours curieux.se.s de l'avenir ne cessera d'essaimer, de s'amplifier, d'illustrer des vivre ensemble réjouissants, épanouissants pour chacun et chacune. Merci

## **Un dernier mot de chacun des intervenants.**

**Elise Levinson.** Concernant la représentation des paysages et des récits de demain, en vous écoutant je me suis posé la question du changement d'échelle de l'agriculture urbaine. Alors peut-être que j'enfonçai une porte ouverte, mais si j'avais à représenter, à raconter ce changement d'échelle une fois effectué, à quoi est-ce que ça ressemblerait ?

Parce que souvent, quand on recherche des représentations visuelles de l'agriculture urbaine à grande échelle, on tend plus vers la ferme technologique hors-sol, que quelque chose qui pourrait être réaliste. Et je trouve que ce pourrait être un vrai travail de chercher à raconter, donner à voir ça, pour dire : *c'est vers cela que l'on pourrait aller ensemble.*

**Camille Atlani.** Je voulais juste vous remercier et vous dire que cette petite association mérite d'être mieux connue et d'intégrer de nouvelles personnes, pour aller aussi toujours plus loin dans l'hybridation des mondes, gage certain de fertilité !

**Christine Aubry.** Pour aller dans le sens de ce qui vient d'être dit, il y a des urbanistes, il y a des philosophes qui travaillent pour représenter ce que pourraient être ces paysages de l'après-pétrole.

**Jean Bourliaud.** Un complément sur cette relation au vivant. Le lien au vivant, au paysan, à la terre, etc., c'est aussi notre vision historique. D'autres populations ont des façons différentes d'exprimer ce lien à la terre. Ce sont notamment les peuples amérindiens. Ainsi, ici en France, entre ce mois de septembre et d'octobre, des représentants du groupe des Kogis (indigènes du nord de la Colombie, héritiers directs des Tayronas, l'une des plus grandes civilisations précolombiennes du continent latino-américain, aujourd'hui disparue), viennent participer à un travail de terrain très organisé avec une association française. Et ce sera une

confrontation du point de vue scientifique, du point de vue de ceux qui sont les penseurs, les gestionnaires de leur espace, et qui se présentent comme des médecins du territoire, qui redonnent de la santé aux territoires.

**Marcel Marloie.** Et ça fait le lien avec l'option prise par l'AEAP de s'ouvrir à l'international. Jean et moi faisons partie de l'AVSF. Et avec eux on peut regarder Haïti, l'Amérique centrale, l'Afrique, certains points en Asie. Nous avons vraiment là de quoi faire.

**Laurence Baudalet Stelmacher.** Je suis très sensible à la question artistique et à la question des paysages. Aussi parce que je fais partie d'une commission au ministère de la Culture sur les paysages et les jardins. Et ce lien entre les paysages qu'on regarde d'un point de vue esthétique, et le paysage produit par les jardiniers, par les paysans n'est pas vu si souvent. J'étais un peu une sorte de passerelle entre ces mondes-là au sein du ministère de la Culture. Je pense qu'il y a une notion de tiers-paysage, qui est en train d'émerger ici, et de faire son chemin parmi les paysagistes. C'est tout cet enjeu autour des producteurs de paysages qui ne sont pas des paysagistes, des professionnels de l'aménagement des territoires, de la conception.

Juste pour vous donner une anecdote, Quand j'ai travaillé avec la ville de Paris sur l'élaboration du programme Main verte, il y a eu une levée de boucliers des paysagistes qui ont dit : *comment on va laisser des habitants qui ne sont pas paysagistes produire du paysage à Paris, alors que le monde entier vient à Paris voir le patrimoine parisien ?* Vous retrouvez ici la représentation de ce qu'on appelle le « bidonville vert ». Je vous invite à creuser cette notion, qui a en partie inspiré la Loi Royer sur la protection des jardins familiaux de 1976, c'est quand même tout ce qui a alimenté les politiques publiques depuis. Nous ne produisons pas des bidonvilles verts. Nous produisons d'autres formes esthétiques du paysage, et je pense que c'est très intéressant de les valoriser. Et ça peut passer effectivement par différents médias. De la photo, du roman graphique, de la littérature. Parler de ces nouvelles formes de production paysagère.

**Stéphane Raffalli.** Je voudrais que la conversation se poursuive. Elle touche à l'essentiel. Je pense que l'on a abordé ce soir en une heure et demie des choses très profondes qui traversent les préoccupations de nos sociétés. C'est quoi la société de l'après pétrole ? C'est quoi la société Zéro carbone ? Et on voit bien qu'on manque de méthode. Le mur est tellement colossal, qu'il faut réinterroger notre cosmologie, notre façon de voir le monde. On a du mal à trouver le chemin. Et je pense que l'esquisse d'une méthode qu'on a trouvé ensemble, est encore à réfléchir. L'expression des habitants d'un territoire ancré dans le réel, avec des paysans qui cultivent la terre, il est très important de lui donner la parole, qu'on puisse favoriser la démocratie participative et pas simplement la parole de l'expert, du mandataire. Cela me paraît être essentiel. Il faut donc dé corseter un fonctionnement démocratique qui est extrêmement vertical, et il faut trouver les moyens pour cela. Ce sont des combats institutionnels à mener.

La question de la sensibilité artistique a été brillamment exposée. Dans une société, les gens de culture sont par nature des vigies, des gens ayant une sensibilité particulière qui éclaire et qui libère notre avenir. Je pense qu'il est essentiel de lui trouver une place sur ces sujets.

Je suis un politique. Je pense qu'il faut arriver à concilier la question de l'écologie avec celles qui divisent. La question du vivant divise, la question des bassines, celle des péages urbains.

Cela provoque même des mouvements sociaux énormes qu'on a du mal à endiguer. Je pense qu'un des enjeux est de faire appel aussi aux affects politiques qui ont fonctionné, qui ont mis du temps aussi à s'imposer, mais qui ont produit des effets et du progrès humain, du collectif. Je pense à la question de l'émancipation, à la question de la liberté, évidemment aux questions de prospérité, et pas seulement de croissance, qui sont à conjuguer avec la question écologique. Il faut que l'on apprenne ce nouveau langage. C'est un enjeu essentiel, que nous avons pas mal abordé cet après-midi.

Alors je voudrais vous faire une proposition, que je n'ai encore pas discutée avec mon conseil municipal, encore moins avec les Rissois. Je vous disais tout-à-l'heure en vous accueillant que nous étions dans un lieu d'apprentissage. Nous avons pour ambition de créer une université populaire, sur la question de l'écologie, sur la question de la République, du lien entre la République et écologie. Et quand j'entends l'expression d'un certain nombre de mouvements citoyens, ce que vous représentez, les associations, je me dis que l'on pourrait si on le décidait ensemble, créer un collectif nous permettant ici, et peut-être aussi ailleurs, de commencer une université populaire modeste, nous permettant de poursuivre cette conversation. Je lance le pavé dans la mare.

Je vais en parler avec Gilles Melin qui n'est pas là, mais qui joue un rôle central dans notre équipe. C'est notre aîné. C'est quelqu'un qui a une plus-value énorme, parce qu'il a cette sensibilité, ce parcours professionnel et associatif, etc. On va vous faire des propositions. Voilà. Il y a des choses à construire ensemble. Et moi je ne m'inquiète pas sur l'avenir de votre association. Elle est parfaitement adaptée au sujet qu'il nous faut traiter à cet instant. Elle a beaucoup d'avenir. Merci à vous d'être venus jusqu'ici. Merci d'avoir choisi Ris-Orangis pour votre congrès annuel. Et j'espère que votre assemblée générale de demain sera réussie.